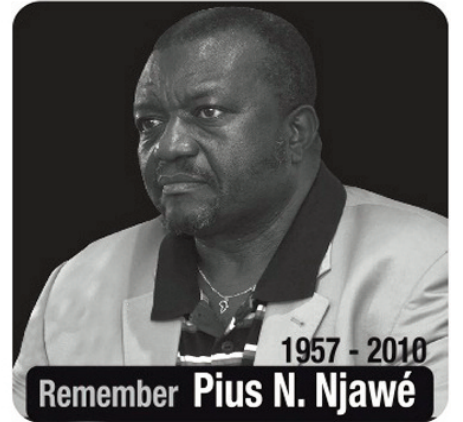


Le Messager

A l'écoute du peuple

Fondateur : **Pius N. NJAWE** Directeur de publication: **Jean François CHANNON**



N° 5155 DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2018 CAMEROUN 400 F.CFA

Quotidien

Présidentielle

Comment la rumeur a déstabilisé Elecam

• *Un communiqué du Dg de l'organe en charge des élections au Cameroun vient démentir l'information qui proscrit l'usage des téléphones portables dans les bureaux de vote*

**ELECTIONS CAMEROUN
 ELECAM
 DELEGATION REGIONALE DU CENTRE**



**7 OCTOBRE
 ELECTION
 PRESIDENTIELLE 2018**

Politiques et électeurs sur le « pied de guerre » P.5

Immigration clandestine

14 Camerounaises en détresse au Koweït

• *L'alerte est lancée à la suite de la publication d'une vidéo d'une camerounaise en circulation sur les réseaux sociaux depuis quelque temps* P.9

Sélections nationales

Bidoung Mkpatt tacle Dieudonné Happi P.12

Viettel global investment écrit au Messenger P.3

Obsèques

Le dernier voyage de Dieudonné Bogmis

• *L'évêque d'Eséka décédé le 25 août dernier, sera conduit à sa dernière demeure ce jour* P.6

Papyrus

ALAIN NJIPOU

Le chemin escarpé des répartitions

«Pour avoir du pain blanc, il faut accepter avoir les mains noires». Par cet aphorisme, le principe cardinal qui veut que tout travail implique une rémunération est consacré. De ce point de vue, il est constant que les mélomanes, les discothèques, les ménages, les aficionados de belles sonorités et des mélodies savamment tamisées et bien d'autres consommateurs des musiques du monde, profitent des œuvres des artistes de la catégorie B, dédiées à l'art musical, sans que ces auteurs compositeurs, musiciens, chanteurs n'engrangent le moindre kopeck, en guise de fruits mûrs de leur dur labeur, résultats de plusieurs nuits d'insomnie à cravacher, à affiner textes et mélodies dans l'optique de plaire aux publics, de plus en plus exigeants sur la qualité et le confort d'écoute.

D'où vient-il qu'après ces efforts et sacrifices consentis, que le créateur d'œuvre de l'esprit ne puisse pas jouir de ses droits supposés collectés par des Organismes de gestion de collective (Ogc). Comme on le sait, le secteur de la gestion du droit d'auteur après un enlèvement et une agonie profonde, subit des cures, un assainissement impulsé par le sommet de l'Etat et déployé au quotidien par le ministre des Arts et de la culture. Si cette entreprise a mobilisé toutes les parties prenantes dans une logique de rassemblement et de consensus, il reste qu'elle tarde à porter des fruits. Sous la férule du ministre Narcisse Mouelle Kombi, un nouvel organisme de gestion collective a vu le jour, la société nationale camerounaise de l'art musical (Sonacam), un toilettage de l'arsenal juridique a été minutieusement conduit.

Seulement, malgré l'obtention de l'agrément, la Sonacam sortie des fonds baptismaux voilà plus d'un an est dans l'impasse. Pour diverses raisons, la Sonacam dont le président du Conseil d'Administration est Sam Fan Thomas accompagné d'une quarantaine d'administrateurs, porte les germes de sa propre destruction. Au lendemain de l'Assemblée constitutive de cet organisme de gestion collective (Ogc) des voix de certains administrateurs se sont élevées pour dénoncer avec véhémence le tripatouillage des statuts, une falsification par devant notaire dénoncée avec pugnacité par Raymond Tchengang qui a tôt fait de saisir la Justice et le patron des arts. Peine perdue, le ministre Mouelle Kombi n'a pas tenu compte de l'alerte de cet éditeur à la réputation établie et s'est permis d'attri-

buer l'agrément à la Sonacam, clouant au pilori tous ceux qui espéraient un nouvel examen de ces statuts querellés.

Bien plus, la Sonacam ne dispose ni de règlement général, ni de répertoires, ni de barème de répartitions. Conséquence, d'un point de vue opérationnel, cette société est bloquée. Voilà un organisme de gestion collective doté de l'agrément qui n'arrive pas à fonctionner depuis sa mise en place, il y a plus de 365 jours. Pas moyens de procéder aux recouvrements, aux perceptions et par voie de conséquence, pas possible de redistribuer. Malgré la mise en place des organes dirigeants notamment, la nomination après appel d'offres, d'un directeur général qui a longtemps annoncé, en grande pompe, des répartitions qui n'ont pas toujours été effectives, au grand dam des artistes qui trinquent. Les usagers continuent à ne pas reverser les redevances qui se chiffrent à environ 4 milliards Fcfa. Face à l'immobilisme et la léthargie dans lesquelles la Sonacam est engluée, les artistes ont décidé de monter au créneau pour faire bouger les lignes.

Un sit-in organisé devant les services du Premier ministre lundi 17 septembre 2018, leur a permis de faire entendre leur voix noyée par la misère et le mal-être. Pour ces créateurs qui ont battu le macadam devant la Primature, il s'agissait de revendiquer, de manière pacifique et citoyenne, «le recouvrement de la redevance de 4 milliards Fcfa auprès des usagers, l'audit de tous les comptes des artistes contrôlés par les agents publics, l'application et le respect de la Loi 2000/011 du 19 décembre 2000 relative au droit d'auteur et aux droits voisins du droit d'auteur, plusieurs fois violée par l'autorité administrative». Une dizaine de jours après ce débrayage, les auteurs compositeurs associés aux photographes veulent remettre le couvert dans l'espoir de faire entendre raison aux autorités de la République sur l'urgence de revenir à la logique de la fusion par absorption de la Socam par la Cmc, pour faire triompher la légalité et la légitimité.

Seront-ils entendus ? Il reste à espérer... Comme on le voit, les voies qui conduisent vers les répartitions sont parsemées d'embûches, un chemin plus que jamais escarpé !

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le lycée bilingue de Deïdo à l'école de la protection de l'environnement

Ce mardi 25 septembre 2018, Dangote Cement Cameroon S.A. a remis des bacs à ordures, des sacs recyclés et du matériel didactique aux élèves et enseignants de cet établissement. Ce fut l'occasion d'éduquer à la préservation de l'environnement.



Il est 11h30 ce mardi lorsque l'équipe de Dangote Cement Cameroon S.A. s'installe sur l'aire de jeu du lycée Bilingue de Deïdo. En effet, l'entreprise, dans le cadre de sa politique de développement durable «DangoteWay», a entrepris de sensibiliser les élèves de cet établissement secondaire sur la nécessité de préserver un environnement sain et propice à leur épanouissement. Cette éducation a

consisté à donner à l'élève des outils de développement tout en lui apprenant à limiter les effets de ces outils sur son environnement.

Dans son propos inaugural, Yvette Moukete Petang, Provisseure du Lycée bilingue de Deïdo a salué le choix porté sur son établissement, tout en encourageant l'entreprise à poursuivre sur cette voie. Le Directeur général, l'ingénieur Baba Abdulahi pour sa part a remercié la

Provisseure. Aussi a-t-il encouragé les élèves à travailler dans la discipline, tout en gardant à l'esprit le slogan «Build with peace of mind», en français «Construire avec l'esprit tranquille».

Evoquant les raisons de cette cérémonie, R. Ness Essombey Ndambwe, Public Relations Manager déclare que : «nous avons voulu communier avec les élèves de ce lycée, leur expliquer le bien-fondé de cette politique et leur dire

comment elle est implémentée chez nous. Nous avons échangé avec la jeunesse parce qu'elle doit commencer à intégrer ces valeurs et pratiques. Nous leur avons montré le «style Dangote». Nous avons partagé avec les élèves qui sont les dirigeants de demain».

Et d'ajouter : «nous tenons à ce qu'ils comprennent ce qu'est la durabilité, c'est globalement pour cela que nous sommes là aujourd'hui. Nous allons

répéter cette opération, le Dg l'a dit tout à l'heure dans cet établissement comme dans d'autres ; également dans les communautés parce que dans notre entreprise nous travaillons étroitement avec les communautés, et évidemment nous allons continuer à promouvoir cela à l'intérieur même de l'entreprise parce qu'il faut que ça parte de l'entreprise pour irradier les communautés riveraines».

Le choix du lycée bilingue de Deïdo n'est certainement pas anodin, «Dangote Cement Cameroon est dans le ressort territorial de Deïdo. Et vous savez... vos premiers amis sont vos voisins, votre première famille c'est vos voisins. Nous avons voulu commencer par le lycée bilingue de Deïdo qui est le plus proche de notre entreprise. Nous allons nous étendre grâce à un système de tentacules qui couvrira tout le Cameroun», justifie le Public Relations Manager. L'opération se poursuivra.

Yemy Dominique (stagiaire)

PRÉSIDENTIELLE 2018

Bamboutos : le Rdpc à l'assaut des électeurs

Le meeting de lancement, dans le département des Bamboutos, de la campagne électorale en faveur de l'élection du candidat du Rdpc au scrutin du 7 octobre prochain, s'est tenu à place des fêtes de l'arrondissement de Batcham.

« Nous sommes réunis en ce lieu pour planter les bases du plébiscite, du 7 octobre 2018 du candidat Paul Biya. Nous devons voter pour lui pour plusieurs raisons, entre autres : Paul Biya, c'est la sagesse, la force de l'expérience dans la gestion des hommes et affaires publiques. » Le propos est du ministre des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi, président de la commission départementale de coordination de la campagne électorale du candidat du Rdpc, Paul Biya, dans le département des Bamboutos. C'était le 22 septembre 2018 sur l'esplanade de la place des fêtes de l'arrondissement de Batcham à l'occasion du meeting de lancement, dans le département des Bamboutos, de la campagne électorale en faveur de l'élection du candidat du Rdpc Paul Biya à la présidentielle du 7 octobre 2018. Devant un parterre de personnalités dont, les hiérarches locaux du Rdpc de qui : les maires des 4 communes (Babadjou, Galim, Batcham, Mbouda) du département ; les membres de la commission départementale de la campagne du Rdpc ; les militants des sections Rdpc de Bamboutos ; le représentant des partis alliés du Rdpc dont Joseph Mouafo qui, dans son allocution déclare que le plébiscite de Paul Biya est une victoire contre la division du Cameroun, les sécessionnistes et leurs suppôts qui se sont revêtus de la cagoule de candidats à l'élection présidentielle. Et pour le renforcement du vivre-ensemble, » soutient-il. Le



publics se veut explicite : « Nous avons besoin de cet homme-là » aujourd'hui comme demain. Car notre pays est en guerre sur trois fronts : à l'extrême Nord, contre Boko haram ; au Nord-Ouest et Sud-Ouest contre les sécessionnistes ; sans compter l'afflux des réfugiés venant de la République centrafricaine qui constitue aussi une source d'instabilité. « Dans ce contexte, dit-il, l'homme de la situation s'appelle Paul Biya parce qu'il connaît le chemin que nous devons emprunter pour retrouver la paix et la tranquillité. » En termes de stratégies de campagne, aux membres de la commission communale de la campagne du Rdpc, il a prescrit le porte-à-porte pour fidéliser et convaincre les indécis.

La rencontre du jour a donné lieu à plusieurs interventions qui ont convergé dans le sens du vote de Paul Biya. Entre autres, celle de Joseph Mouafo qui, dans son allocution déclare que le plébiscite de Paul Biya est une victoire contre la division du Cameroun, les sécessionnistes et leurs suppôts qui se sont revêtus de la cagoule de candidats à l'élection présidentielle. Et pour le renforcement du vivre-ensemble, » soutient-il. Le

problème des travaux du désenclavement du bassin agricole de l'Ouest, par l'occasion, a été remis au goût du jour par le ministre des Travaux publics quand l'on connaît que l'entreprise Eser soumissionnaire du marché et en charge des travaux, cristallise lenteurs et défaillances dans l'exécution des tâches, notamment, sur le tronçon Mbouda-Batcham déliquescence en cette saison des pluies et 7 mois d'impayés d'arriérés de salaire des employés. « Quand une route commence, elle s'achève ; cela se fera avec les sous traitants qui sont sur la brèche. Les travaux, toute fois, connaissent du retard en raison de la conjoncture ; la question d'argent pour payer l'entreprise se pose. Il n'y en a pas assez, le peu dont nous disposons est recyclé pour maintenir l'intégrité de notre territoire dans l'extrême Nord et ramener la paix dans certaines de nos régions du pays, » explique-t-il.

Un critique politique réalise, somme toute, que cette consultation populaire a donc un enjeu hautement sécuritaire. « Les problèmes de sécurité devraient occuper une place centrale dans les programmes des candidats.

Seulement les agents de l'étranger, bien connus et parrainés par les impérialistes occidentaux ne peuvent pas les soulever au risque de perdre leur onction pour accéder à la magistrature suprême. Seul le programme du candidat Rdpc bénéficie d'un préjugé favorable quand l'on sait combien il a été efficace dans la lutte contre Boko haram au Nord du pays. La forme de l'Etat est également un autre sujet d'intérêt, car chacun des candidats voudra relever ses talents quant à la négociation visant à consolider les acquis, et à marquer ses empreintes dans la solution de ce problème vital. Alors que pour le Rdpc, l'on insiste sur le caractère indivisible de l'Etat, les autres surfent sur le fédéralisme et le régionalisme, » dit-il.

Vigilance

Signalons qu'après l'étape de Batcham, le président de la commission, entre le 22 et 23 septembre 2018, a fait le déplacement de chacune des trois autres mairies du département à l'effet de passer le message en faveur du vote de leur champion au cours dudit scrutin. Pour la circonstance, dans chaque localité donc, au cours d'un meeting organisé, il est resté constant dans l'étalage des exposés électoralistes déployés à Batcham. Dans la commune de Babadjou limitrophe des régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest où les hors-la-loi font des exactions, le président de la section Rdpc, Mathurin Wa et le maire, Jacques Delego ont invité les populations à la vigilance pendant la campagne électorale et le déroulement du vote lorsqu'on sait que la jeunesse peut être facilement corrompue par ces rebelles qui peuvent les faire miroiter des avantages qui ne sont que virtuels. Et se servir d'eux comme bras séculiers dans leur entreprise de destabilisation.

Filbert AZAP NDONGO

VIETTEL GLOBAL INVESTMENT ÉCRIT AU MESSAGER

Subject: Request for correction of inaccurate and defamatory information

Réf. : Post on your published on September 07th 2018

We Viettel global investment joint stock company (Viettel global), are a company duly established and operating under laws of socialist republic of Vietnam with registered office in Hanoi, Vietnam. Viettel global is now a major investor in several communication subsidiaries worldwide, including on Cameroon-based telecommunication Company Viettel Cameroun S.A, under the brand name "Nexttel". We are writing to you to discuss a serious matter.

The edition of your newspaper of September 07th 2018 publish a post titled in French as "Comment Viettel global pille l'Afrique" (English translation: How Viettel global loots Africa) discussing Viettel global's investment in Africa, including our activities in Cameroon and Tanzania (the post). Going through that post, we observe that this article was written and published with a serious intrusion on our organization. Particularly, the post was accusing (i) Viettel global/our sub-

sidaries for conspiracy and tax evasion; (ii) giving untruthful and inaccurate information about our investment and commitments with local government, (iii) unreasonably criticizing and defaming Viettel global's reputation by distorting the real information regarding our business activities in African countries. A copy of the post is attached herewith.

As one of the major investors in telecommunication industry not only in Cameroon, but also in Africa, we have always used our best efforts to strengthen the infrastructure, and improve the service to flourish the local economies in which we operate. Viettel global strongly opposes the defamatory statements made in the post. Obviously and undeniably, the post and defamatory statements included therein have negatively affected Viettel global's reputation, and business activities in Cameroon, as well as globally. The damages, losses and injury that we suffered as a result from the post are inestimable and can not be remedied or indemnified in any way.

We therefore request you to immediately publish a correction

on the soonest edition of your newspaper within forty-eight (48) hours as from the date of receiving this letter, pursuant to sections 53 of laws N°90/052 of December 19th 1990 relating to freedom of mass communication.

In case above time limit passes and our correction demand is still not properly satisfied, we shall initiate a legal action against your company in accordance with section 305 of the Cameroon penal code.

We reserve the right to take all necessary legal action at any competent jurisdiction to enforce the said section 305 of the Cameroon

penal code and any legal protection measures available under any application laws. We also reserve the right to (i) bring the matter to governmental authorities of Cameroon including the ministry of Communication who is supervising and managing journalism activities in Cameroon and (ii) take the matter to international press, and media and expose the inaccuracy of an untruth worthiness of your company's journalism.

We count on your positive collaboration.

Note de la rédaction

Nous prenons acte du présent droit de réponse. Tout en vous remerciant de l'intérêt que votre multinationale porte au quotidien *Le Messenger*, nous restons sur notre faim en ce qui concerne les preuves irréfutables qui démontrent que *Le Messenger* s'est fourvoyé dans le traitement de l'article querellé.

Au demeurant, pas de preuves mentionnant l'accusation de fraude ou évasion fiscale. Un point sur le paiement des impôts et taxes que le groupe assure à la régulière mettrait un terme aux allégations qui se retrouvent dans la presse.

Merci pour l'intérêt

La Rédaction

STRATÉGIE Laurent Esso courtise les communautés vivant à Douala

Ville cosmopolite, Douala abrite presque toutes, sinon, toutes les communautés du pays. Lesquelles vivent en harmonie. Le coordonateur de la campagne présidentielle du candidat Paul Biya dans le Littoral, le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Laurent Esso a entamé, hier mercredi, 26 septembre 2018 une tournée de proximité auprès des dites communautés.

Laurent Esso a débuté son périple par les Chefs Sawa, avant de rencontrer les chefs des communautés de la région de l'Ouest qui constituent sans doute la plus forte communauté à Douala dans l'après midi.

A chacune de ses rencontres, Laurent Esso a insisté sur la nécessité de promouvoir le vivre ensemble dans la ville de Douala, « Le vivre ensemble doit gagner. Ce vivre ensemble fait en sorte que nous soyons unis par un idéal, même si nous avons des divergences. Cela arrive souvent. Mais nous devons rester unis. J'ai relevé que la plupart des personnalités qui étaient là, étaient des hommes d'affaires. Ils ont investi. Donc si nous n'avons pas la paix, ils auront des difficultés à faire tourner leurs affaires. Nous pensons que cela rentre dans le programme de notre candidat », argue le ministre Garde des sceaux

Une initiative bien accueillie par les chefs de communautés de l'Ouest qui, en retour, ont rassuré au Garde des sceaux de soutenir le candidat du Rassemblement démocratique du peuple Camerounais le 7 octobre prochain. « C'est un message important que le ministre est venu nous passer. Il nous a considérés, et pour cela, nous allons nous mettre au travail pour lui apporter un bon pourcentage lors du scrutin. Il n'est pas resté dans son cabinet ou sur les médias, il est venu personnellement vers nous », se félicite Foeudjeu Pierre, chef de la communauté Menoua du Wouri

Cette démarche rentre dans la stratégie de déploiement de Rdpc qui a choisi de faire du porte à porte. Dans son agenda, Laurent Esso rencontrera les autres composantes sociologiques qui peuplent la métropole économique.

B.B

1-TRANSITION

Ces candidats qui font paniquer le pouvoir en place

Le déploiement de certains candidats à cette échéance électorale amène le parti au pouvoir à transpirer. Obligé de revoir sa stratégie, le RdpC engage le porte-à-porte. Une vraie curiosité qui apparaît déjà comme un mode opératoire qui relève du frisson de la pression qui vient d'en face.

Serges Espoir Matomba, premier secrétaire du peuple uni pour la rénovation sociale (Purs) est parmi les candidats qui font trembler le régime en place à Yaoundé depuis 1982, son discours, sa posture, son indépendance et sa force de proposition donnent des sueurs froides aux plénipotentiaires du parti au pouvoir engagé dans la campagne. Très courtois dans le discours, le conseiller municipal de Douala 4^{ème} trace son chemin pour qui sait le 07 octobre. Ayant refusé de percevoir la somme de 15 millions réservée aux partis politiques pour le compte du financement public, Serges Espoir Matomba estime alors que ce « *refus est catégorique, nous n'allons pas percevoir cet argent* » car précise-t-il, sa campagne « *est évalué à 8 milliards Fcfa* ». Ce qui se reflète sur le terrain avec une présence ininterrompue. Le chronogramme arrêté est respecté à la lettre et sa logistique ne peut que surprendre plus d'un observateur

habitué seulement à voir la démonstration de force du parti au pouvoir.

Cabral Libii Li Li ngué fait l'objet d'attaques depuis ses sorties au stade Cicam à Douala et à Edéa où le candidat du parti Univers a mobilisé un nombre important de populations venues acclamer le jeune « président » ; du coup, il reçoit des attaques venant de tout bord entretenues selon une certaine opinion qui voient là une manifestation à tort ou à raison des caciques du pouvoir de Yaoundé qui, étonnés par cette montée en puissance, décident de nuire à l'image du coordonnateur de « Onze Millions de citoyens ». Cabral est donc mangé à toutes les sauces mêmes les plus indigestes. Sa fougue, sa capacité à convaincre et sa détermination font pâlir ses pourfendeurs puisque ce dernier s'est encore illustré hier mercredi en se rendant au quartier Ekoudou, lieu dit Briqueterie où il a communiqué avec la communauté musulmane.

Akere Muna lui, ne manque pas de rappeler qui viendra botter le pied à la fourmière car, selon lui, le mal du Cameroun c'est la corruption et la mal gouvernance. Seulement, son expérience dans les institutions en charge de l'orthodoxie managériale lui a permis de proposer une solution puisqu'il connaît la racine du mal. Étant comme qui dirait « fils » du sérail, il devient donc un caillou dans la chaussure des gouvernants actuels. Joshua Osih lui aussi n'est pas en reste, en sa qualité de parlementaire, il compte nuire le régime par son franc-parler

et son discours qui dérange. Harangueur de foule et bon communicateur, le candidat du Sdf n'est pas un enfant de cœur.

La peur a changé de camp

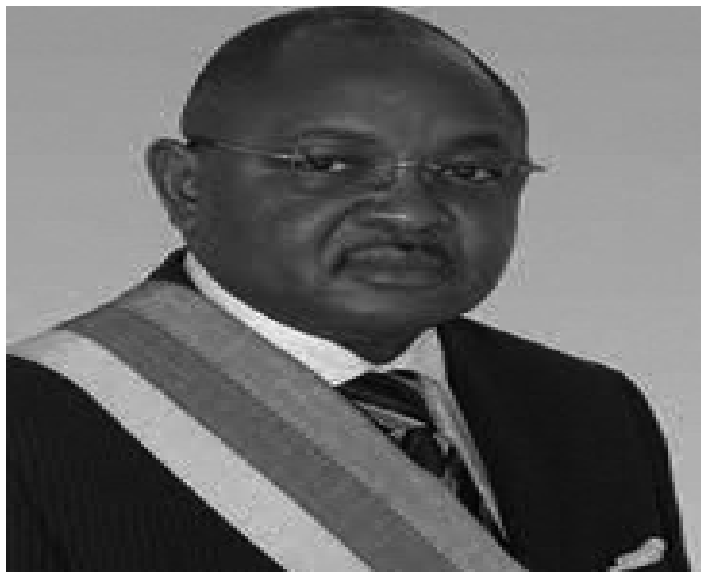
Habitué à marcher en cavalier solitaire, le parti de Paul Biya revoit progressivement sa copie en matière de descente sur le terrain pour vanter le projet de « *l'homme du renouveau* ». Il est donc prévu après le déploiement formel qui invite le plus grand nombre aux meetings de faire du B to B en rencontrant les populations comme il se doit, cette campagne de proximité se traduit par l'implication des chefs traditionnels, de l'élite qui use de la ruse pour convaincre la masse silencieuse, les domiciles sont désormais envahis par les « envoyés » du parti dominant. L'on recherche alors les personnes en âge de voter qui ne sont pas inscrites sur les listes électorales afin que, le moment venu, ils puissent jouer le rôle de « pyromane ». Certains n'hésitent pas à procéder à l'intimidation. Chaque chef secteur ou de canton doit produire une liste de ses administrés. L'arrogance d'hier a foutu le camp et finalement, c'est un langage mielleux qui est servi à la population afin que celle-ci adhère. La peur a vraiment changé de camp et aucun centimètre n'est négligé pourvu que le parti sorte vainqueur le 07 octobre prochain.

Dimitri AMBA

YAOUNDÉ II

Paul Eric Djomgoué bat le rappel de troupes

Alors que les caciques du Rassemblement démocratique du peuple camerounais dans l'arrondissement de Yaoundé II peinent à financer la campagne au sein de cette circonscription, le député est devenu l'homme à tout faire au sein de la Commission communale de coordination de la campagne du parti du flambeau dans le Mfoundi II.



Cabinet parlementaire de l'honorable Paul Eric Djomgoué ce mardi 25 septembre 2018 sis au lieu dit « ancienne mairie Tsinga ». Il est 16h. La forte pluie qui vient de s'abattre sur la ville n'a pas réussi à doucher l'enthousiasme des militants du RdpC et autres représentants des partis alliés (Fsnc, Undp, Andp), venus en masse recevoir du matériel de campagne et des moyens financiers pour assurer leur déploiement dans les différents quartiers de l'arrondissement de Yaoundé II. Vêtus de chemises, tee-shirts aux effigies du parti au pouvoir, ils attendent calmement leur tour.

La salle est pleine à craquer au point où il faut jouer des coudes pour avoir accès au bureau de l'élu du peuple. La sécurité et le protocole sont submergés. Pas une seule seconde de répit pour le député qui a fait tomber le costume avant de poursuivre les séances de concertation avec entre autres les autorités traditionnelles de l'arrondissement, Dr. Achille Bella, le représentant du Secrétariat général du Premier ministre, le sous-pré-

fet du Mfoundi II M. Yampen Ousmanou; ou encore Roger Youmbi Fansi, le premier adjoint au maire de la commune d'arrondissement de Yaoundé II, Luc Assamba qu'entourent quelques conseillers municipaux.

Stratégie du porte-à-porte

L'essentiel de ces réunions stratégiques repose uniquement sur les instructions du président national du RdpC Paul Biya dans sa circulaire N° 0002 RdpC/Pn du 03 août 2018 relative à l'organisation de la campagne électorale du parti du flambeau ardent pour l'élection présidentielle du 07 octobre prochain. Le document qui est remis aux hôtes de Paul Eric Djomgoué renseigne que l'homme du Renouveau invite la Commission communale à intégrer tous les partisans et soutiens dans les équipes de campagne, dans toutes les localités du pays et à tous les niveaux. Il va plus loin en indiquant que « tous nos compatriotes désireux d'y prendre

part, doivent être intégrés et mis en contribution, selon leurs capacités, sans états d'âmes, sans à priori, afin que nous puissions agir à l'unisson, faire un bloc pour atteindre un objectif commun... » De plus et concernant le point 5 qui parle de campagne de porte-à-porte (Cp), le président national recommande que cette stratégie repose sur la rencontre des groupes spécifiques du secteur (jeunes, femmes, adultes,...) et aussi des associations dudit secteur.

Luc Assamba invisible

Chose intrigante, Paul Eric Djomgoué qui n'est que le vice-président de la Commission communale de coordination de la campagne du Mfoundi II où siègent plusieurs caciques de l'arrondissement, est à lui seul, la tête pensante et l'homme orchestre du déploiement des militants et sympathisants dans cette contrée. Où est passé Luc Assamba, le président de ladite Commission ? L'homme, à en croire des sources au sein de l'organe, a visiblement choisi de filer le

bébé à son camarade et homme à tout faire Paul Eric Djomgoué, obligé de se taper le boulot tout seul afin de « *garantir à Paul Biya, un plébiscite au soir du 7 octobre prochain* ». Pour se faire, le père fondateur du concept « Vacances utiles » a opté d'être plus efficace en mobilisant à ses propres frais, les jeunes de tout bord, les réseaux d'associations et tous les regroupements organisés dans le territoire de la Commission communale de campagne du Mfoundi II.

Veille stratégique sur internet

Par ailleurs, en vue de donner le change et « *apporter l'information vraie et idoine sur le candidat Biya et l'ensemble de son immense œuvre de construction nationale* », une plateforme dénommée Vsipb (veille stratégique sur internet pour la propagande de Paul Biya) a été mise en place par le député, afin de rester en phase avec la mouvance de l'heure qui veut que, les réseaux sociaux soient un vecteur de communication de masse efficace et très accessible. Les objectifs à atteindre, à savoir étant d'« *accroître le nombre d'électeurs favorable au RdpC en vue d'un plébiscite massif du candidat Paul Biya à Yaoundé II ; identifier et sensibiliser les groupes organisés ; aider au suivi et à l'encadrement des comités locaux d'animation de la campagne (Clac) et des équipes de campagne de porte à porte (Ecpp), mettre sur pied une plateforme de veille et de filtrage des informations sur les réseaux sociaux et empêcher la manipulation et la désinformation à propos du candidat Paul Biya* ».

Christian TCHAPMI

FRANKLINE NDIFOR

« Seul Dieu peut libérer le Cameroun »

Le candidat à la présidentielle d'octobre prochain Frankline Ndifor était le mardi 25 septembre dernier dans la cité balnéaire de Kribi. L'homme de Dieu qui espère récolter quelques voix des électeurs de la cité balnéaire a tenu un grand meeting au stade d'Afan-Mabé de Kribi.

La bataille de l'émergence à travers la prise de la ville de Kribi ne se fera pas sans le pasteur Ndifor Frankline, le candidat de Dieu, selon lui, à la prochaine élection présidentielle qui aura lieu le 7 octobre de cette année. L'homme de Dieu a fait une entrée triomphale dans la cité balnéaire qui représente la ville futuriste, symbole de la marche du Cameroun vers l'émergence avec son port en eau profonde, sa centrale à gaz, et son autoroute. L'homme de Dieu est arrivé dans la ville aux environs de 17h à bord d'une grosse Humer encadrée de longues files de véhicules faisant partie du cortège. Les mototaximen, acteurs incontournables dans cette campagne électorale se sont joints à la caravane messianique, habillés en tee-shirts aux effigies de l'élu de Dieu et klaxonnant comme des fous pour attirer l'attention des populations intriguées. De nombreux bulletins de vote verts aux couleurs du pasteur renseignent juste qu'il est candidat à l'élection présidentielle et que son parti c'est la Cameroon national citizen movement (Cncm).

Après un tour de ville avec le candidat installé sur le toit du Humer et saluant le peuple, la caravane prendra aux environs de 19h, la route du lieu du meeting, le stade d'Afan-Mabé. C'est un lieu qui ne paye pas de mine. Mais en un temps record, ce lieu a été transformé en un véritable podium investi par des sympathisants en majorité, et de nombreux curieux venus écouter le message du pasteur.

« *Un administrateur qui n'arrive pas à marcher va gouverner la République comment ?* », va annoncer le candidat de Dieu qui poursuit : « *Quand vous êtes hors du Cameroun, vous constatez qu'on se moque des Camerounais presque partout et cela parce que les Camerounais ont été trop intimidés et ne disent plus la vérité, je suis venu avec la vérité dans ma bouche.* » parlant du rapport du candidat sortant Paul Biya avec son peuple, le pasteur Ndifor ironise sur le cas. « *Notre présidence a été mystifiée de sorte qu'on ne puisse plus voir le président. Lui, qui parle trois fois à son peuple chaque année. Et quand quelqu'un t'appelle apprenti-sorcier cela veut dire que c'est lui le maître des sorciers.* » Poursuivant sa litanie, Ndifor soutient mordicus que « *c'est pourquoï je vous dis que seul Dieu peut libérer le Cameroun* ». « *Nous on vient avec un système de digitalisation. Le Cameroun est en retard et si on ne se lève pas pour être au niveau standard comme d'autres pays ça ne va pas donner. Les jeunes seront toujours entrain de sortir... Nous avons l'obligation de changer* », va lancer le pasteur devant une foule en liesse. « *Nous avons l'obligation d'élever le niveau du Cameroun. Les méthodes de gouvernances anciennes sont dépassées. Nous sommes dans un monde moderne, une génération androide* », va-t-il lancer en direction de l'actuel locataire d'Etoudi et de plusieurs membres de son gouvernement. « *La jeunesse est déjà debout. Si vous dormez encore, vous dormirez pour toujours*, promet M. Ndifor qui poursuit : « *la jeunesse est là pour construire une nation et non pour dormir au quartier. Et cela c'est parce qu'elle n'a rien à faire. Il faut faire travailler les jeunes. Dans notre pays ce sont les vieux qui sont actifs alors qu'ailleurs ce sont les jeunes qui construisent la nation. C'est pour faire quoi?* », se questionne l'homme qui ambitionne mettre un terme au bail de Biya à Etoudi. « *Allez voter, nous avons des téléphones androides et envoyez sur whatsapp afin que tout se sache. Nous voulons des élections transparentes cette année et si cela se passe, nous aurons déjà pris le pays. C'est que la jeunesse a déjà gagné. Soyez vigilants* », conseille le candidat aux populations. C'est par ces propos lourds de sens que le pasteur « élu de Dieu » va clore son propos. Il prendra la route d'Edéa, afin de rallier la ville de Mbouda le lendemain où il était attendu pour une autre rencontre avec les électeurs.

Sévère Kamen

TÉLÉPHONE PORTABLE DANS LES BUREAUX DE VOTE

Comment Elecam veut étouffer la polémique

Le Directeur Général des élections s'est prononcé hier mercredi 26 septembre, à la suite d'une publication attribuant la responsabilité sur l'interdiction de l'usage du téléphone portable dans les bureaux de vote, aux responsables de cette institution.

La nouvelle qui s'est répandue telle une trainée de poudre, a vite été stoppée par le Dr Erik Essoussé, ci-devant Directeur général des élections qu'accompagnait le directeur adjoint Abdoul karimou. Dans une déclaration laconique, le Dge a précisé que « l'accès dans le bureau de vote du citoyen électeur avec son téléphone portable n'est pas interdit par la loi ». Et d'ajouter « toutes les opérations menées dans chaque bureau de vote notamment, les préliminaires au vote, le déroulement des opérations de vote et le dépouillement du scrutin » sont contenues dans une décision prise par la direction générale des élections le 09 août dernier. Ladite décision fixe « l'organisation des bureaux de vote à l'occasion de l'élection présidentielle du 07 octobre 2018 qui du reste ne traite pas de l'utilisation du téléphone portable dans les bureaux de vote ». Dans l'optique de la préservation du secret de vote, un isoloir est aménagé dans chaque bureau de vote. Toutefois « les opérations de dépouillement du scrutin et le recensement des votes sont publiques. » Ce qui signifie en clair qu'elles se feront en « présence des électeurs qui en manifestent le désir dans la mesure où la salle peut les contenir sans gêne ».

Attaque contre les libertés

Cette levée de bouclier intervient dans la mesure où certaines formations politiques à l'annonce de ce « fake news » entendaient organiser des manifestations devant le siège d'Elecam ; c'est le cas de la représentation régionale du Social

democratic front (Sdf) pour le centre par la voix de son président Emmanuel Ntonga. Dans la vague des contestations se trouvait aussi le peuple uni pour la rénovation sociale (Purs). Le premier secrétaire de ce parti et candidat à la présidentielle du 07 octobre prochain, Serges Espoir Matomba avant le démenti d'Erik Essoussé estimait alors que cette mesure était « une attaque contre les libertés. Elle est une violation flagrante de la loi de 1990 sur les communications sociales » il invitait donc « les dirigeants d'Elecam à réviser leur position afin de restaurer la confiance entre les acteurs du processus électoral ». Affiché en grand

Une dans certains journaux de la place, le fait s'avère donc incohérent et d'autres cadres d'Elecam invitent à plus de lucidité pour éviter de se laisser embarquer dans une manipulation de l'opinion.

Le Dge reste serein, lui qui est apparu aux hommes de médias avant de délivrer son allocution. Il va se retirer aussitôt après son message. Pendant ce temps des équipes s'attellent à la tâche, des postes

ont été aménagés dans le bâtiment pour garder le contact avec les démembrés de l'institution qui est attendue le 07 octobre prochain. Les informations font état de ce que le matériel a déjà été acheminé vers les représentations de la structure.

Dimitri AMBA



5-REGARD

Manipulation de l'opinion ou force de la Loi ?

Depuis le mardi 25 septembre dernier, circule une information attribuée à Elections Cameroon (Elecam) faisant état de l'interdiction faite aux électeurs d'entrer dans les bureaux de vote munis de leurs téléphones.

Elecam a organisé opportunément un déjeuner de presse le 20 septembre dernier pour attirer l'attention des journalistes sur l'impérativité de se conformer aux prescriptions rigoureuses du Code électoral et de soustraire le contenu médiatique de tout discours haineux. Cette auguste institution rappelait aux « chiens de garde du processus électoral », à ceux qui constituent la « pierre angulaire de la démocratie », de toujours se rapprocher d'elle en cas de besoin, pour avoir la bonne information. Votre quotidien qui se reconnaît dans les propos sus-évoqués d'Abrams Enow Egbe, est affectivement allé vers Elecam qui a avoué vouloir communiquer incessamment sur cette interdiction dont elle se dit étrangère. Une question se pose tout de même : quel est l'intérêt d'empêcher aux électeurs camerounais d'entrer dans les bureaux de vote avec

les téléphones ? Qui a intérêt d'empêcher au souverain, le peuple camerounais, de s'exprimer comme il veut ?

En quoi le téléphone nuirait-il au déroulement du vote ? Ceux qui sont contre le téléphone redoutent-ils les appels téléphoniques dans les bureaux de vote ? Ou au contraire, craint-on que les Camerounais filment les pratiques en cours dans les différents bureaux de vote ? Bien entendu, la situation sécuritaire pourrait être invoquée pour justifier certaines restrictions mais pas en ce seul jour où les Camerounais sont unis pour manifester leur volonté sur la conduite de leurs affaires propres. C'est cela qu'on appelle la souveraineté. Si on interdit d'emblée aux Camerounais d'un côté de s'assembler devant les bureaux de vote alors que de l'autre, les partis politiques demandent à leurs électeurs d'attendre patiemment après le vote devant le bureau pour assister au dépouillement à 18 heures, il va de soi qu'on n'est pas encore sorti de l'auberge. Cette interdiction, doit venir à coup sûr d'une main insidieuse qui veut torpiller le processus électoral. Cette interdiction attribuée à l'antenne Elecam de la région de Centre est déjà la face visible d'une hache de guerre qu'on déterre.

L.D.N.

Hommage à Mme PénéWéyé Joséphine

- Le Chef Supérieur du Groupement Babouantou
Sa majesté KALEUK MONGOUÉ Pierre
- Le Chef Batak NGUELIEKAM Christophe
- Le Chef de famille NSEH YAMDJI à Babouantou
- La famille MANGAMO à Bangwa
- La famille MBEH MENKAM TCHIENGUEU à Babouantou
- La famille TIEUNA à Badomla
- Les Enfants CHITIEU Cathérine à Moumée
- Les Enfants PENE Justine-NOUPAYOU à Meigang
- Enfants NOUMSI WEYEPE Samuel Junior à Yaoundé



1961-2018

Ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur Fille, Sœur, Tante, Mère Madame PENE WEYEPE Joséphine « MEFEU YOUTCHOU »

Décès survenu le 14 septembre 2018 au Centre des Urgences de Yaoundé.

PROGRAMME

DU 14 AU 26 SEPT. 2018

Veillée sans corps à son domicile sis au quartier Ngodi - Bakoko derrière la mosquée

JEUDI, 27 SEPT. 2018

13h00 : Levée de corps à l'Hôpital Gynéco - Obstétrique de Yassa.

15h00 : Arrivée et installation de la dépouille à son domicile à Ngodi - Bakoko ; lamentations.

20h00 : Culte / veillée

VENDREDI, 28 SEPT. 2018

04h00 : Départ du cortège funèbre pour le village Babouantou (Tchala) Centre

11h00 : Arrivée et installation de la dépouille à son domicile

17h00 : Transfert de la dépouille au domicile familial

20h00 : Culte / veillée jusqu'à l'aube

SAMEDI, 29 SEPT. 2018

09h30 : Arrivée des délégations et mise en place des populations

10h00 : Office religieux - Témoignages

12h30 : Inhumation dans la stricte intimité familiale

Collation - **Funérailles**

OBSÈQUES

L'Eglise catholique rend hommage à Dieudonné Bogmis

Après la levée de corps de l'ancien évêque d'Eséka qui a eu lieu hier, à l'hôpital général de Yaoundé, sa dépouille a été immédiatement conduite à la basilique Marie-reine des apôtres de Mvolye où il a reçu un vibrant hommage de la part de l'archevêque métropolitain de Yaoundé, Mgr Jean Mbarga et du président de la conférence épiscopale, Samuel Kleda en présence de plusieurs congrégations chrétiennes.



proche durant toute la cérémonie.

d'Eséka au sein de la basilique.

L'accès à la basilique Marie-reine des apôtres de Mvolye, n'était pas chose aisée hier. La circulation était presque bloquée du fait des bouchons. C'est toute la communauté chrétienne du Cameroun en général et de Yaoundé en particulier qui voulait rendre un dernier hommage à l'ancien évêque d'Eséka. Compte tenu de la foule, les agents de la police et de la gendarmerie étaient sur place pour veiller non seulement à la sécurité des biens et des personnes venues nombreuses pour la circonstance, mais aussi pour diriger la circulation en face de la basilique. Car c'était devenu difficile pour les usagers de la route de se rendre facilement dans les quartiers voisins tels que Bye-Massi et Efulan.

Personne n'avait accès à la salle du diocèse sans se faire fouiller par les gendarmes et sans passer sous un détecteur de métaux. Une fois dans la salle, les photos de Mgr Bogmis exposées des deux côtés de l'estrade de la salle tout juste devant un cercueil en bois massif marron fermé, rappelait aux uns et aux autres, ceux pour quoi et pour qui, ils étaient véritablement là. Des femmes vêtues de robes blanche et de foulards violets chantaient de petites louanges en attendant que Mgr Jean Mbarga ne commence la messe. C'est aux côtés de Mgr Samuel Kleda, que celui-ci a fait son entrée après la centaine d'évêques présents, et avec qui, il a été d'ailleurs très

Héritage

C'est par une sacristie pour la confession des pêcheurs que l'archevêque métropolitain de Yaoundé, a ouvert la messe en la mémoire de Mgr Dieudonné Bogmis. Dans son homélie du jour, Mgr Mbarga a d'entrée de jeu rappelé ce pourquoi tout le monde était présent et ce qu'il y a lieu de faire. « Notre frère vient de nous quitter. Mgr Dieudonné Bogmis a été un bon pasteur. Sur fond de l'évangile du bon pasteur que nous avons écouté, nous allons méditer sur ses dires et sur le message qu'il nous laisse comme testament et comme héritage pour que nous aussi, nous persévérions dans la fidélité au seigneur et dans le service évangélique de son peuple », a-t-il souligné. Et d'ajouter « depuis son admission épiscopale avec les auxiliaires de l'archidiocèse de Douala ; depuis comme évêque du diocèse d'Eséka, nous avons eu la joie et la faveur de côtoyer un pasteur qui a toujours eu l'exception de maturité vis-à-vis des questions importantes ». Avant de conclure « seigneur nous te remettons la vie de Mgr Bogmis et toutes les souffrances qu'il a subies ». Par la suite, c'est le président de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun, Mgr Samuel Kleda, qui tenu à remercier l'archevêque métropolitain, pour avoir accepté d'accueillir le corps de l'ancien évêque

Autopsie

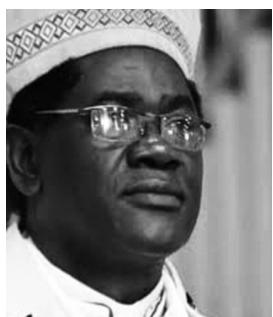
« Au cours d'une année, tous les évêques du Cameroun, nous nous réunissons dans cette salle de la basilique au moins une fois. Donc il est normal que Mgr Bogmis y vienne pour une dernière fois et je remercie Mgr Jean Mbarga pour ce geste », a-t-il précisé. Mais avant de clore son propos, Mgr Kléda est revenu sur les circonstances de la mort de son confrère. « Dans la journée du 24 août, nous avons travaillé ici à Yaoundé au siège de la conférence épiscopale lors d'une assemblée extraordinaire et Mgr Bogmis a travaillé normalement. Et tous ceux qui devaient rentrer ont repris le chemin y compris lui même. Mais seulement dans la nuit du 24 au 25 matin, on a retrouvé son corps sans vie », a-t-il précisé. Et d'ajouter « après autopsie des médecins, les résultats disent qu'il est mort d'une mort naturelle. Donc nous devons accepter tout ce que le seigneur nous donne, notamment les événements heureux et malheureux ». C'est sur ces mots apaisants, que la cérémonie a pris fin à la basilique Marie-reine des apôtres de Mvolye. Aujourd'hui, la dépouille de Mgr Dieudonné Bogmis, ira à Eséka où il recevra un dernier hommage avant son inhumation.

Rostand TCHAMI

Réactions

Mgr Jean Mbarga, archevêque métropolitain de Yaoundé

« Mgr Bogmis avait une très grande élévation d'esprit »



« Quand un papa meurt, les enfants peuvent être déstabilisés. Et lorsque le papa meurt, il faut se reconstruire en évoquant les grandes valeurs qu'il a voulues pour ses enfants. Mgr Bogmis, a bien vécu 14 ans à Eséka, et je crois que son message reste d'actualité. Je voudrais simplement évoquer sa simplicité de vie et son courage d'être pasteur malgré les difficultés et les obstacles qu'on peut rencontrer dans un champ pastoral. Donc l'endurance à

ceux qui restent, la communion d'esprit et surtout le sens de l'église tel que Jésus nous le recommande. Monseigneur Bogmis, nous l'avons compris comme un bon pasteur. Et nous avons été heureux de voir les similitudes de son comportement et de son ministère avec l'image même du bon pasteur tel que l'évangile nous la donne. Je crois qu'entre autres qualités humaines et spirituelles, Mgr avait une très grande élévation d'esprit. Parfois je l'appelais philosophe, bien qu'il soit théologien. C'était un homme qui savait supprimer les situations et c'est ça qui le rendait paisible et une sublimation qui repose sur une spiritualité. C'est-à-dire, le regard tourné vers le haut, donnant sens au terrestre mais sans s'y accrocher ni s'en déterminer. Et je voudrais vraiment rendre grâce à Dieu pour l'ouverture d'esprit dont il a fait preuve tout au long de son ministère, au sein de notre conférence épiscopale et naturellement, je crois dans son diocèse. C'était un homme de paix, un homme d'amour et de grandes serviabilités. Il nous laisse ainsi un grand vide. Ce vide qui veut dire dépassement permanent de toutes les cir-

constances de la vie pour avoir toujours regardé vers le haut, l'éternel absolu sans jamais se laisser prendre en otage par une réalité fascinante, ou dominante, ou dont on veut s'approprier ».

MGR SAMUEL KLÉDA, PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE NATIONALE DU CAMEROUN

« Il est mort d'une mort naturelle »



c'est un homme qui sait prendre son calme, qui sait comment être avec les autres. Qui sait être attentif envers les autres. C'est vraiment difficile de qualifier Mgr Bogmis. Donc tout simplement, peut être Mgr aurait dû consulter un médecin à temps et peut être il ne l'a pas fait, mais tout simplement, on l'a trouvé mort dans son lit et selon les médecins il a s'en doute eu dans la nuit, un malaise qui l'a pris brusquement et il n'a pas pu appeler les gens au secours. Donc il est mort d'une mort naturelle. Quand il s'agit de dire la vérité, nous disons la vérité. Quand il s'agit de défendre une cause ou de défendre les choses qu'on veut nous faire accepter, nous disons non. Mais cette fois ci, en toute sincérité, moi même qui suis pasteur, je dis que c'est une mort naturelle ».

Propos recueillis par Rostand TCHAMI

TRAVAIL DE L'ENFANT
Plus de 2 millions d'enfants affectés au Cameroun

Afin d'éradiquer ce phénomène en pleine expansion dans le pays, les membres du Comité national de lutte contre le travail des enfants ont validé hier mercredi 26 septembre 2018, le Plan d'action National pour l'élimination des pires formes de travail des enfants au Cameroun (Panetec).

D'après Grégoire Owona, ministre du Travail et de la Sécurité sociale par ailleurs président du Comité national de lutte contre le travail des enfants, « L'ampleur du travail des enfants dans le monde est difficile à évaluer, mais les statistiques disponibles sur cette épineuse question, sont assez alarmantes, car environ 152 millions d'enfants sont concernés selon les données de l'Organisation internationale du Travail (Oit) ». Dans ces statistiques le Cameroun pourrait contribuer à hauteur de 2.2 millions d'enfants selon une étude réalisée par l'Institut national de la Statistique en 2007. Dont les résultats montrent que 41% des enfants de 5 à 17 ans sont affectés par le phénomène de l'exploitation. « Le phénomène prend de l'ampleur et se complexifie au fur et à mesure que les enfants grandissent », relève Parfait Abouga, Inspecteur principal des Affaires sociales, Chef de la Cellule de la Coopération Technique au Mintss dans sa présentation du Plan d'action National pour l'élimination des pires formes de travail des enfants au Cameroun (Panetec). Le sujet était l'ordre du jour des assises de la 3^e session du Comité national contre le travail des enfants dans la salle des conférences du ministère du Travail et de la Sécurité sociale, hier mercredi 26 septembre 2018.

Disponible dans les deux langues officielles du Cameroun, le Panetec est appelé à alimenter les politiques sectorielles de développement social dont les objectifs sont orientés vers le bien-être de l'enfant et de sa famille. Par ailleurs, son adoption facilitera la mise en œuvre des conventions pertinentes de l'Organisation internationale du Travail (Oit). Le document qui s'adosse désormais sur les Objectifs de développement durable, relève que dans le secteur primaire, 85,2% des enfants en activités travaillent principalement dans l'agriculture, la pêche, la sylviculture et la chasse. Pour le reste, le commerce/restauration et l'industrie manufacturière emploient respectivement 7,9% et 4,3% des enfants exploités économiquement. Parmi eux, seulement 12,6% sont rémunérés contre 78,4% non rémunérés. Cependant, 3,8% sont des indépendants et 3,7% sont des travailleurs réguliers.

Au regard des conventions de l'Oit, 32,3% des enfants occupés œuvrent dans des travaux interdits. Dans cette catégorie par ailleurs, 28% de ces enfants font des travaux à abolir, tandis que 4,4% d'entre eux exercent les « pires formes de travail ». La nature des tâches diffère généralement selon le sexe, l'intensité du travail est comparable chez les filles et les garçons et représente en moyenne 22h par semaine. Sans toutefois être l'unique cause du travail des enfants, la pauvreté est un terrain fertile à l'émergence des conditions de l'exploitation des enfants. Face au phénomène, « Les problèmes sont complexes, les défis sont réels, les initiatives sont prises », souligne le patron du Travail qui rappelle à ce sujet la ratification de certaines conventions de l'Oit notamment la 138 sur l'âge minimum et 182 sur l'élimination des pires formes de travail des enfants. Seulement, pour la mise en œuvre du Panetec, l'argent risque d'être le nerf de la guerre.

Nadège Christelle BOWA

INSÉCURITÉ

Des séparatistes attaquent Ngoketunjia

Le domicile du questeur incendié, le matériel de l'agence communale d'Elecam de Balikumbat brûlé.

Il souffle du chaud dans le département du Ngoketunjia, région du Nord-Ouest depuis la veille du lancement de la campagne. Après la destruction du pont qui relie Bamali au centre ville de Ndop, au petit matin de samedi dernier, c'est la résidence du député questeur à l'assemblée nationale Njingum Musa Mbutoh, qui a essuyé une attaque. En effet, nous fait dire le député Rdpc du Ngoketunjia-Est joint par Le Messenger au téléphone, des individus non encore identifiés ont pris d'assaut sa résidence à Bamali Three-Corners aux environs de 21h dans la nuit de dimanche 23 septembre 2018. Pendant près de deux heures d'horloge, ils y ont dicté leur loi. Sans pudeur, ils ont incendié la concession avant de prendre la poudre d'escampette. Pour le questeur, les commanditaires de cet acte ignoble sont tapis dans l'ombre. Leur intention étant de semer le désordre et la peur au sein de la population ; et partant empêcher la tenue du scrutin présidentiel dans cette circonscription.

On n'avait pas fini lundi dernier de pérorer sur l'incendie criminel de la résidence du questeur que les installations de la radio communautaire Chamber de Balikumbat ainsi que l'antenne communale d'Elecam des céans, ont reçu la visite inopinée des hommes sans foi ni loi.

Radio communautaire endommagée



A en croire l'honorable Emmanuel Banmi, député Rdpc du Ngoketunjia-Nord contacté par *Le Messenger*, des brigands ont attaqué à la tombée de la nuit, les installations de l'antenne communale d'Elecam de Balikumbat. Après avoir enfoncé la porte principale, ils ont vidé les bureaux de leur contenu, notamment les documents et autres équipements qu'ils ont placé dans la cour avant d'y mettre le feu. La radio communautaire Chamber qui jouxte les services d'Elecam, n'a pas échappé à la furie de ces malfaiteurs. S'ils n'ont pas pu accéder à l'intérieur du studio et dans la salle technique où se trouve l'émetteur, ces derniers ont néanmoins endommagé l'antenne et détruit le diffuseur. Et comme si cela

ne suffisait pas, ils auraient mis le feu sur les deux appartements qui abritent aussi bien les services d'Elecam que la radio communautaire, renseigne notre source. Grâce à l'intervention des forces de l'ordre, le feu a été maîtrisé. Les bâtiments ont été sauvés de justesse mais le matériel d'Elecam réduit en cendres. Il est à noter que la radio en question est un don du député Emmanuel Banmi à sa communauté de Balikumbat. Les services d'Elecam et même la radio sont logés dans deux appartements appartenant au député de la circonscription électorale spéciale de Balikumbat.

Si aucun groupe n'a encore revendiqué ces différentes attaques, tout porte à croire qu'elles ont été perpé-

trées par la milice séparatiste de la république virtuelle d'ambazonie. Laquelle s'oppose à la tenue de la présidentielle du 7 octobre prochain dans les deux régions anglophones du Cameroun. Vraisemblablement, le supposé crime de ces deux députés de la nation, c'est qu'ils soutiennent naturellement la candidature de leur champion Paul Biya. Aussi ont-ils depuis le début de la crise dite anglophone, plaidé pour l'éducation des enfants contrairement aux séparatistes qui imposent le boycott systématique de l'école. Ces attaques contre leurs personnes et biens viseraient à les empêcher à battre campagne dans leur circonscription électorale respective.

DS

SUD

Akom 2 lance une campagne d'hygiène et salubrité

La cérémonie de remise officielle de matériels de travail s'est tenue le 25 septembre dernier à la place de fête d'Akom 2, une initiative de l'exécutif municipal qui a connue les présences, du sous-préfet et les responsables des forces de sécurité dudit arrondissement.

Le rêve d'Elise Mballa Meka, maire d'Akom 2 est devenu une réalité. Son ambition de faire de la ville d'Akom 2, une ville propre et embellie depuis son arrivée à la tête de la mairie va s'accomplir. Sa commune vient de bénéficier d'une dotation financière d'un montant de 25 millions de Fcfa. Cette dotation spéciale est allouée par le chef de l'état en vue d'apporter une touche de propreté et l'assainissement dans les villes éligibles pour cette phase de l'opération. Une occasion aussi d'occuper les jeunes oisifs dans le but de les trouver non seulement de quoi faire, mais de quoi gagner leurs pains à la sueur de leurs fronts. Pour Elise Mballa Meka, « ces jeunes auront comme tâches, la pré-collecte et la collecte des



ordures, leur tri, le défrichage des bordures de la voie publique, le curage des caniveaux, le drainage des eaux stagnantes, l'élagage et l'assainissement ». La centaine de jeunes retenus auront, pendant six semaines, à faire œuvre utile pour la ville d'Akom 2. Ils se déploieront sur six axes convergents au centre urbain, dans des groupes d'activités variés. A terme, la vision de l'élue locale est de pérenniser cette opéra-

tion, pour qu'Akom 2 soit doté d'une équipe d'hygiène et de salubrité permanente.

Déjà, la mairie a mobilisé un important moyen matériel constitué de 03 tricycles bennant, 02 tronçonneuses, une cinquantaine de bacs à ordures, 02 atomiseurs, des bidons d'insecticides, un important stock de raticide. Sans oublier des brouettes, pelles, pioches, houes, des bottes et des tenues de travail pour la protec-

tion de tous les membres des différentes équipes. Ces jeunes mobilisés percevront une rémunération qui variera entre 3000 et 5000 Fcfa. Pour le maire d'Akom 2, cette opération les permettra d'installer dans la municipalité, le programme de haute intensité de mains d'œuvre (Himo). Les jeunes pourront alors être sollicités pour d'autres activités qui nécessitent la main d'œuvre importante. C'est une opportunité à saisir pour les jeunes. Il faut noter que dans ce projet, dans sa phase de pérennisation, d'autres associations pourront être intégrées dans l'action notamment celle des parents d'élèves, pour solliciter la main d'œuvre scolaire aussi au défrichage. En remettant symboliquement ces matériels aux différentes équipes de travail, Abdou Kaigama sous-préfet de l'arrondissement d'Akom 2 a témoigné sa gratitude vis-à-vis des pouvoirs publics sans lesquels cette opération ne se tiendrait.

Il invite ces jeunes à se mettre résolument au travail en vue de mériter la confiance et d'attirer d'autres opportunités. Une sorte d'engagement pris par l'ensemble des jeunes à travers leur porte-parole, Néhémie Bitá Bidjo.

Jacques Pierre SEH

USURPATION DE LOGO...

Comment le phénomène fragilise le fonctionnement de la Croix-Rouge

C'est à cet effet qu'un séminaire portant sur la sensibilisation de la protection de l'emblème et du nom Croix-Rouge a eu lieu hier, 25 septembre 2018 à Yaoundé sous la houlette des conseillers juridiques de cette organisation et en présence de plusieurs représentants des administrations du Cameroun.

De tous les sièges prévus dans la salle de conférence de l'immeuble de la Croix-Rouge pour accueillir les participants à ce séminaire, seuls deux étaient vides. La majorité des invités ont répondu présents. Surtout que le sujet à l'ordre du jour est une thématique qui touche la sensibilité des uns et des autres. Car, souffrant du fait de l'utilisation abusive de leur logo et même de leur nom par certaines organisations privées, notamment les pharmacies et les autres services de santé moderne et traditionnelle, la Croix-Rouge n'a pas pu retenir son ras le bol. C'est à ce titre qu'elle a organisé un atelier axé sur la sensibilisation de la protection de l'emblème et du nom Croix-Rouge. Créé depuis 1960 au Cameroun, l'importance du travail qu'abat cette organisation humanitaire, ne pouvait laisser personne indifférent. Elle a permis à la trentaine des personnes invitées pour la circonstance, de laisser leur administration respective pour participer à ce séminaire. Les repré-



sentants des ministères de la Santé, de l'Administration territoriale, de la Justice, du Secrétariat d'état à la défense (Sed), des organes de presse, des tradipraticiens, des médecins...y ont pris part.

Dispositions juridiques

En effet, en effectuant une descente sur le terrain, les membres de la Croix-Rouge ont remarqué que certaines corporations faisaient un usage abusif de leur emblème en imitant, en usurpant ou en faisant une perfidie de leur emblème. Et selon l'organisation, cette utilisation illicite pourrait causer d'énormes dangers, notamment la diminution de la valeur protectrice de l'emblème et la mise en péril de

l'assistance humanitaire. Pourtant, la loi n°97-2 du 10 janvier 1997 portant sur la protection de l'emblème et du nom « Croix-Rouge » fixe les conditions et les modalités d'utilisation du logo de cette organisation humanitaire. Ainsi, l'article 10 de cette loi dispose « l'emblème et le nom « Croix-Rouge » sont protégés par les textes en vigueur relatifs aux marques et modèles déposés ». Et l'article 14 alinéa 1 prévoit que « tout usage de l'emblème et du nom « Croix-Rouge » par une personne physique ou morale autre que celles y ayant droit en vertu des conventions de Genève du 12 août 1949, de leurs protocoles additionnels I et II du 8 juin 1997 et de la présente loi, est formellement interdite ». Mais

malgré ces dispositions juridiques, certaines corporations parviennent quand même à usurper le logo de cette institution. A cet effet, les membres de la Croix-Rouge ont demandé aux usurpateurs d'utiliser les emblèmes de leur activité et de laisser le leur. Car qu'il s'agisse des médecins, des infirmiers, des vétérinaires, des pharmaciens, des laborantins ou des sages-femmes, chacun d'eux a un symbole.

Campagne de sensibilisation les 27 et 28 septembre

De même que les hôpitaux et cliniques, les ambulances et la médecine traditionnelle. « Nous voulons juste que l'emblème soit

respecté parce qu'il est important de promouvoir la protection de l'emblème, de sensibiliser autour de l'importance de l'emblème pour le mouvement international de la Croix-Rouge et aussi de parler finalement des signes alternatifs aux différentes corporations qui pourraient être tentées d'utiliser l'emblème tels que les pharmaciens, les médecins, les tradipraticiens et même aussi les autorités », a souligné Christine Kotna, conseillère juridique du Comité internationale de la Croix-Rouge (Cicr). Pour véritablement sensibiliser la population sur les différents signes de cette organisation, une campagne de sensibilisation aura lieu dans les 7 arrondissements de la ville de Yaoundé les jeudi 27 et vendredi 28 septembre 2018. Car il existe l'emblème à titre indicatif et celui à titre protecteur. Le premier qui est utilisé en période de paix, est une Croix-Rouge à quatre branches d'égales dimensions sur fond blanc. Elle est réalisée par deux travers, l'un vertical et l'autre horizontal, se coupant au milieu. La croix ne touche les bords, ni du drapeau ni de l'écusson. Le second qui est utilisé en période de conflit, est une Croix-Rouge sur fond blanc dans la forme et les caractéristiques définies ci-dessus. Il est de grandes dimensions et doit être identifiable d'aussi loin que possible. Espérons que le message passera aisément et que les usurpateurs vont enfin laisser ces volontaires continuer à librement améliorer les conditions de vie des personnes les plus vulnérables sans difficulté.

Rostand TCHAMI

Vient de paraître
Recently published

LE LIVRE-COFFRET
In a book-shaped case

Edition bilingue - Français/Anglais

LIVRE I - BOOK I
LES SEPTENNATS DU PRESIDENT
THE MANDATES OF THE PRESIDENT

LIVRE II - BOOK II
PAUL BIYA
LES GRANDES REALISATIONS
THE PRESIDENT'S GREAT ACHIEVEMENTS

de/by Oswald Baboké

Déjà disponible
Already available

640 pages qui retracent la vie et l'œuvre de PAUL BIYA en images inédites
In 640 pages that narrate the life and lay out of PAUL BIYA using hitherto unseen images

EN VENTE DANS LES KIOSQUES, LES LIBRAIRIES ET LES GRANDES SURFACES COMMERCIALES
ON SALE AT NEWS STANDS, BOOKSHOPS AND MAYOR SHOPPING CENTERS

CONTACTS : +237 675 11 15 79 / 678 59 66 30

IMMIGRATION CLANDESTINE

14 Camerounaises en détresse au Koweït

L'alerte est lancée à la suite de la publication d'une vidéo d'une camerounaise en circulation sur les réseaux sociaux numériques depuis quelque temps. Le ministère des Relations extérieures interpellé a entrepris des mesures visant à faire rapatrier ces compatriotes en peine à l'étranger.

L'image est fort saisissante. Une jeune dame, aux yeux larmoyants, raconte les conditions inhumaines dans lesquelles, elle et ses congénères, sont l'objet depuis leur arrivée au Koweït en quête de mieux-être. La voix enrouée. Regards hagards. Mine patibulaire. Elle narre, avec de temps en temps, une quinte de toux qui ne la déstabilise pas dans le déroulé de leur mésaventure. Recrutées comme des ménagères pour la plupart, elles ont subi humiliation, torture, viols de la part de leurs employeurs qui dans une connexion mafieuse avec des passeurs sans scrupule, abusent d'une jeunesse qui ne demande qu'à vivre dans la dignité. Les médiateurs qui leur ont promis monts et merveilles, ont fondu dans la nature dès lors que leur entreprise de placement, est bouclée et le magot embauché.

Abandonnant à leur propre sort, ces dames qui voguent de déception en désillusion. Par un tour de passe-passe, elles ont pu s'échapper des griffes de leur maître-tortionnaire, pour trouver un refuge temporaire dans un baraquement qui ne paie pas de mine. Pas de moyens de se restaurer, de se soigner ou de dormir confortablement. C'est de là que l'alerte



est lancée. Mis au parfum, le ministre des Relations extérieures, a instruit l'ambassade du Cameroun en Arabie saoudite, afin de procéder aux recoupements nécessaires et de porter une assistance aux infortunées.

Vendeurs d'illusions

Selon un communiqué dont copie est parvenue au Messenger, « il en ressort que les concernées, dont le nombre est passé de 11 à 14, sont actuellement prises en charge par le département des affaires sociales du gouvernement koweïtien. Les autorités camerounaises, à travers la représentation diplomatique de Riyad, ont délivré des laissez-passer à l'ensemble du groupe afin de faciliter le retour au Cameroun d'ici le 10 octobre

2018 » écrit le ministre délégué auprès du Minrex, Félix Mbayu qui poursuit : « le ministre des Relations extérieures tient à sensibiliser les candidats à l'immigration à plus de vigilance afin de ne pas tomber dans les pièges de vendeurs d'illusion, contribuant ainsi à alimenter une chaîne criminelle se nourrissant essentiellement de leur détresse ».

Au-delà de la sensibilisation qui s'impose comme une nécessité, le gouvernement est devant ses responsabilités. Lui qui n'a pas pu offrir des conditions d'un mieux-être, histoire de dissuader d'éventuel candidat à l'immigration. Autant dire que la situation peu glorieuse que vivent beaucoup de Camerounais qui immigrent à la recherche d'un Eldorado qu'ils n'ont pas pu avoir dans leur pays. Dans leur désir fou

d'aller à la quête du lait et du miel, qui coulent vers un ailleurs de rêve, ces jeunes gens, mettent en péril leur vie, quand ils ne sont pas la proie facile (?) d'écueils qui jalonnent leur traversée du désert vers une terre promise chimérique au demeurant.

Hier, c'était encore des images d'une rare violence de jeunes camerounais en esclavage, eh oui, en plein 21ème siècle, qui criaient leur désarroi en Libye. L'aventure périlleuse à souhait, comme ils avaient certes pensé, dans leur scénario, avait tourné au vinaigre et bonjour la désillusion et le Sos lancé en guise d'expression d'une détresse que les pouvoirs publics n'ont pas su et pu éviter au fer de lance d'une nation en construction.

Alain NJIPOU

ÉDUCATION

L'État abandonne le lycée de Dombé

La première réunion de l'association des parents d'élèves et enseignants (Ape) de cette institution scolaire comptant pour le compte de l'année scolaire 2018-2019 a eu lieu le 22 septembre dernier au sein de cet établissement. Les parents fustigent l'État qui a abandonné cet établissement depuis belle lurette.

Les parents, enseignants et responsables du lycée de Dombé, un quartier de la ville de Kribi, étaient en conclave le samedi 22 septembre dernier. Ils ont tenu à se rassembler pour discuter du projet d'établissement validé par l'assemblée générale du troisième trimestre de l'année scolaire 2017-2018 tenue le 11 juin dernier. Au cours de ladite assemblée générale, les parents et enseignants de cet établissement étaient tombés d'accord sur le fait qu'il faille engager des travaux importants pour donner un visage plus acceptable au lycée de Dombé qui est abandonné par l'État depuis sa création il y'a de cela dix ans. « Ce lycée qui a commencé comme un collège d'enseignement secondaire (Ces) n'a eu que quatre salles de classe

construites par l'État. Le reste de bâtiments et structures sont faits par le bureau de l'Apee. C'est incompréhensible, alors même qu'ailleurs on donne des bâtiments sans enseignants. Ici nous avons des enseignants sans bâtiments et il est urgent qu'on s'y attelle », lance M. David Meke, un parent d'élèves. Il se susurre ici que plusieurs marchés publics destinés au lycée ont été détournés par certains administrateurs et fonctionnaires véreux. Du coup, l'Apee a décidé de prendre les choses en main. Ainsi, pour cette année scolaire 2018-2019, elle va s'occuper des salaires des vacataires, de l'achèvement du bloc administratif, de l'achat d'une photocopieuse, des toilettes des élèves, de la civilisation des salles de classe, de l'installation d'un Wi-Fi, de l'éclairage et le remboursement des dettes. À côté de cela on ajoute l'informatisation des tâches pédagogiques et le fonctionnement du bureau de l'Apee, le tout pour un montant de près de 25 000 000 de francs CFA. Les parents ont écouté les explications et des éclaircissements de l'Apee piloté par M. Innocent Placide Wong qui a juré, la main sur le cœur, de continuer à travailler pour le bien-être des pensionnaires de cet établissement. Il en veut pour preuve les résultats aux derniers examens officiels où le lycée de Dombé a engrangé de bons résultats. 50% au Baccalauréat C, 34,37% pour

le bac D, 45,94% pour le bacc A4 espagnol et 56,52% pour la série allemand. C'est au Probatoire que le lycée a le plus gagné de lauriers avec un 100% au Probatoire C, 72% au Probatoire D, 75,38% à la série A4 espagnol et 50,94% à la série A4 allemand. Pour le Brevet d'études du premier cycle (Bepc), la série espagnole a eu 76,92% et 78,75%.

« Le lycée a des difficultés que seuls les parents peuvent résoudre. Nous avons un manque criard d'enseignants et on doit recruter. Nous faisons suffisamment d'efforts pour que les enfants que vous nous confiez soient les meilleurs. Voyez les résultats », va exulter le proviseur de ce lycée, Marcel Ango qui conseille aux parents : « les enfants doivent être entre deux feux. Le feu de la maison et le feu de l'école. Imposez la discipline à vos enfants. Soyez vous-mêmes disciplinés car les jeunes enfants qu'on éduque ici imitent tout ce qui se fait. Sans discipline, il n'y a pas de réussite ».

L'inauguration de la bibliothèque offerte à plus de 15 000 000 de francs CFA au lycée de Dombé par l'agence de coopération sud coréenne ce jeudi 27 septembre a bouclé cette concertation. Rendez-vous a été pris pour la prochaine assemblée générale.

Sévère Kamen

JOURNÉES PORTES-OUVERTES

L'Asphau-07 organise une campagne médicale annuelle

L'évènement du 23 septembre dernier, organisé au Parcours Vita de Douala, est une initiative de l'Association des pharmaciens de la 7^e promotion de l'Université des montagnes (Asphau-07).

Ce dimanche 23 septembre 2018, était jour de campagne médicale pour l'Asphau-07. L'association des pharmaciens de la 7^e promotion de l'université des montagnes (Udm), a célébré par anticipation, la journée mondiale du pharmacien, prévue le 26 septembre de chaque année. Ceci afin d'éviter que les activités consacrées à cette célébration, ne perturbent les emplois de temps hebdomadaires des professionnels de la santé.

L'objectif de cette troisième édition était double. Premièrement, sensibiliser la population sur le médicamenteux, la santé bucco-dentaire et l'ulcère duodénal. Deuxièmement, dire aux populations quel est le rôle du pharmacien et la place de ce dernier à leurs côtés. Consciente de ce que la pharmacie appartient à la chaîne des acteurs de la santé, l'Asphau-07 a collaboré pour l'occasion, avec d'autres associations de spécialistes, en l'occurrence l'Association des chirurgiens-dentistes du Cameroun (Acdc), et La voix du pharmacien (Lvdp). Une collaboration visible au travers d'ateliers de sensibilisation sur l'hygiène bucco-dentaire, la lutte contre la consommation de tabac, les méfaits de l'alcool, ainsi que des consultations et conseils gratuits sur le site de l'évènement.

Au sujet de l'alcool, le Dr Yangué, responsable de l'Asphau-07, déclare que médicament et alcool ne font pas bon ménage. Il précise : « certains se permettent, au lendemain d'une soirée arrosée, de prendre du paracétamol pour soigner le mal de tête subséquent. C'est une mauvaise chose que de prendre un médicament pour soigner ce mal, sans ordonnance. Il y a beaucoup de médicaments dont les molécules sont dangereuses, et le paracétamol en fait partie. Dans ce cas il faut demander conseil à un pharmacien. Je préfère éviter de nommer une molécule en particulier, pour éviter que quelqu'un se mette à la prendre de manière routinière ».

Sur la brièveté de l'évènement, le Dr Yangué s'explique : « nous aurions voulu que l'évènement dure plus longtemps. Mais, faute de moyens financiers certes, mais aussi et surtout de ressources humaines, la célébration n'a duré qu'une journée. Les personnes sollicitées ayant des obligations professionnelles en semaine, le week-end a été plébiscité au départ, mais les indisponibilités de dernière heure ont contribué à ne retenir que le dimanche. L'édition de cette année a connu la participation d'autres spécialistes de la santé qui influencent la production du médicament, à savoir les dentistes. Il y en a d'autres qui interviennent dans la production du médicament. Par exemple les ophtalmologues, pour ce qui est du collyre. Peut-être travaillerons-nous avec eux à l'avenir ».

Yemy Dominique (stagiaire)

PRODUCTION

Ce que les chocolatiers français sont venus faire au Cameroun

A travers une collaboration avec l'interprofession locale, ils entendent labéliser le cacao made in Cameroun comme une « pure origine ».

Ce jeudi 27 septembre 2018, est un grand jour pour les amateurs de bon chocolat au Cameroun. En effet, c'est ce jour que le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, procède à Zoétéle dans le Sud du pays, à la cérémonie de pose de la première pierre du Centre d'Excellence de traitement post-récolte du cacao de la coopérative New génération de la localité. En marge de cet événement, le Mincommerce donnera aussi son onction au parrainage de cette coopérative par le maître chocolatier français Luc Dorin. Ces actes s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord signé le 8 novembre 2017 entre le Conseil interprofessionnel du Cacao et du café (Cicc), et la Confédération des chocolatiers et confiseurs de France (Cccf). Lequel protocole porte notamment sur l'amélioration qualitative et gustative du cacao du Cameroun en vue de sa valorisation sur le marché international.

Cette visite de travail en terre camerounaise répond au besoin de sensibilisation des professionnels et du grand public au sujet du label « Destination chocolatiers engagés », créé en juin 2018 par les chocolatiers et confiseurs de France. Ces derniers vont d'ailleurs s'appuyer sur l'expertise du Cicc pour implémenter leur démarche. Notons que le Cameroun pointe au 5^e rang mondial du plus grand producteur de cacao. « En élaborant un cahier de charges strict pour la production des fèves exceptionnelles et en participant à la mise en œuvre de techniques de fermentation et de séchage normalisées, les maîtres chocolatiers français participent au relèvement de la production camerounaise en lui apposant le sceau de la qualité : pure



origine. En manifestant leur intention d'acheter au prix fort un bon volume de ces fèves, en juste rétribution des efforts des producteurs, ils réaffirment leur attachement à l'équité économique dans la chaîne de valeur », explique un expert.

Bassins de production

Pour le programme de ce séjour au Cameroun, les chocolatiers de France effectueront des descentes de terrain dans les plantations et dans les sites de futurs centres d'excellence. Ainsi que des séances de travail qui seront menées avec les jeunes des coopératives Neaw generation de Zoetele, Akomnyada et Eseka. Il faut dire que le Cicc s'est engagé à implanter des centres d'excellence de traitement post-récolte de cacao dans plusieurs coopératives. Ces centres vont donc bénéficier de l'assistance technique des chocolatiers de France, et ce séjour participe de la concrétisation de cette collaboration agissante entre la Cccf et le Cicc. « Il était tout à fait légitime que nous organisions la rencontre des millions de planteurs qui travaillent sur la

matière première qu'on utilise et nous, artisans chocolatier, Tpe, Pme, qui transformons cette matière première », confie Frédéric Chambeau, le président de la confédération.

Pour mémoire, c'est la quatrième visite au Cameroun des membres de la Confédération des chocolatiers et confiseurs de France. La première a eu lieu en mai 2017 à Nkog-Ekogo, sous la houlette de Christophe Bertrand. La deuxième effectuée le 13 août 2017 a été ponctuée par une séance de travail avec le ministre camerounais du Commerce. Le troisième séjour s'est tenu les 7 et 8 novembre 2017, à la faveur du Festicacao, dans les bassins de production de la lékié et du Nyong et Kelle. Frédéric Chambeau espère que ce quatrième rendez-vous permettra de « séduire davantage les chocolatiers et les croqueurs de chocolat ». Le Cicc pour sa part, souhaite « saisir la démarche des chocolatiers français pour envoyer un signal fort sur le marché afin de valoriser la qualité du cacao camerounais ».

Achille KAMGA

YAOUNDÉ

L'huile de palme est indisponible dans certains marchés

Une situation qui affecte autant les commerçants que les ménagères.

Il y a une pénurie d'huile de palme. C'est le constat fait après un tour dans certains marchés de la ville de Yaoundé. « En saison sèche, nous avons un bon ravitaillement en huile de palme. Mais quand la saison pluvieuse arrive le ravitaillement devient très difficile », affirme un commerçant au marché de Mvog-Mbi. Cet analyse est amplement partagée par Bertin, lui aussi commerçant au marché de Mvog-Mbi. « Ce sont les saisons qui bouleversent le marché », explique savamment ce dernier. Avant d'ajouter que l'huile de palme est rare parce que « non seulement tout le monde ne la consomme pas, mais elle provient des petits villages. Et pour l'avoir, il faut de l'argent pour transporter. Raison pour laquelle en revendant en détail, nous augmentons aussi le prix pour avoir un peu de bénéfice ».

En effet, il est connu qu'en saison sèche la production d'huile est intense. Car les noix rougissent très vite. Par contre, les pluies transposent les palmiers et empêchent la production des noix. Raison pour laquelle ces noix ne mûrissent pas vite. La rareté de cette denrée a un impact sur les prix qui ont connu un certain accroissement. Il faut désormais déboursier entre 650 et 700Fcf pour une bouteille d'un litre d'huile de palme contre 600Fcf, il y a quelques semaines. La pénurie désorienté les ménagères et leur cause d'énormes problèmes. « L'huile de palme est devenue



vraiment chère et pourtant, elle me permet de préparer certains plats traditionnels. Les prix ont vraiment changé mais je n'accuse pas les commerçants. Car ils font leur boulot et en plus c'est une saison où on trouve difficilement cette huile dans les marchés. Je vais me débrouiller comme ça », raconte une ménagère rencontrée au marché Ekounou.

Contexte sécuritaire

Son propos traduit un sentiment d'impuissance perceptible chez la majorité de personnes interrogées. Parce qu'elle ne peut probablement intervenir sur ce sujet, une autre ménagère préfère afficher une certaine indifférence quant à l'indisponibilité de cette denrée, et son

coût élevé sur le marché. « Vraiment je ne sais pas ce que les gens ont contre l'huile rouge. C'est pourtant une huile qui a une odeur suave et elle aromatise nos repas. Pour moi, elle reste la meilleure bien qu'elle soit rare ». Dans certains commerces, on note que l'impact se décline aussi sur le coût des produits dérivés comme l'huile raffinée vendue à 19 500 Fcf le bidon de 20 litres contre 16 500 Fcf, il y a quelques semaines. En plus de la saison, d'autres indexent le contexte sécuritaire qui ne favorise pas le transport de ce produit des zones en crise (Nord-Ouest et Sud-Ouest) pour la capitale politique.

Raïssa FOTIO (Stagiaire)

PRODUCTION DURABLE

D'HUILE DE PALME

Des journalistes dans le rôle des acteurs de la filière

L'exercice est simulé à l'initiative du Fonds mondial pour la nature (Wwf), afin de sensibiliser les hommes et femmes des médias sur les enjeux de la gestion durable des ressources naturelles.

« Le palmier à huile oui ! Mais pas n'importe où et n'importe comment ». Telle est l'équation que doit résoudre le Cameroun, producteur d'huile de palme communément appelée « huile rouge ». Troisième producteur africain d'huile de palme avec 290 000 tonnes en 2017 alors que la demande locale tourne autour de 325 000 tonnes, le pays est confronté à un déficit structurel qui se situe autour de 130 000 tonnes. Selon une étude réalisée en 2011 par le ministère de la Formation professionnelle (Minefop) et l'Organisation internationale du Travail (Oit), la filière huile de palme peut générer au moins 65 000 emplois directs et indirects dans le segment de la production. Mais dans leur production, les journalistes n'ont pas souvent conscience de tous ces enjeux. D'où l'intérêt de l'atelier organisé les 13 et 14 septembre 2018 à Douala par Wwf-Cameroun sur : le « jeu de rôles et de sensibilisation des médias nationaux sur l'importance et la nécessité de vulgariser les bonnes pratiques de production pour un développement durable de la filière huile de palme au Cameroun ».

Engagements

La formation visait à les imprégner du fonctionnement du secteur. « L'objectif du Wwf est de donner aux médias des grilles de compréhension de la filière afin qu'ils produisent des articles de qualité », explique Durrel N. Halleon, Policy Coordinator, Business and Industries au Wwf. « Nous avons déjà travaillé avec les autres parties prenantes de la filière. Mais, il nous a semblé judicieux d'y associer les médias qui constituent un opérateur clé. A travers leurs contributions, on aura plus d'impact au niveau des différents acteurs », précise-t-il. A travers des simulations et des jeux de rôles, les experts ont édifié les journalistes sur des pistes durables à l'instar de la nécessité de se constituer en coopératives pour partager les risques au niveau des banques, baisser les coûts d'acquisition des outils de production, et les charges fiscales. Durrel N. Halleon a également souligné l'importance d'utiliser au mieux les engrais organiques pour sauvegarder les propriétés du sol.

« Plusieurs palmeraies ont entre 30 à 40 ans d'âge, le taux d'extraction n'est que de 14% au plus, en dessous de la norme internationale qui oscille entre 20 et 23%. Certains producteurs plantent les variétés à faible rendement », indique-t-il. Sur le plan international, le Cameroun a pris des engagements à travers la signature de toutes les conventions des Nations unies relatives à la protection de l'environnement dont l'Accord de Paris. Aussi, « trois aspects sont à prendre en compte : la viabilité sur les plans économique, social et environnemental », d'après Emmanuel Pierre Jonathan Ngom, ingénieur agronome, coordonnateur national du Projet de développement du palmier à huile et hévéa. L'expert qui, le temps d'un atelier, a entretenu des journalistes dans le rôle de petits producteurs, agroindustriels, banquiers, transformateurs ou transporteurs, soutient fermement que pour éviter la déforestation, il faut fertiliser les plantations en utilisant les engrais pour remplacer les nutriments utilisés par la plante.

Nadège Christelle BOWA

PROMOTION

Le Nkam, poumon des Arts et de la culture dans le Littoral

Le ministre des Arts et de la Culture (Minac), a procédé le vendredi 27 septembre dernier à la pose de la première pierre de l'unique édifice du genre dans toute la région.

Tout le Nkam culturel était rassemblé vendredi autour du professeur Narcisse Mouelle Kombi, au village Ndogbele, venu procéder à la pose de la première pierre de la bâtisse de 400 m², dont 80mx50m. Il y avait entre autres, les différents chefs traditionnels et les groupes de danses. A dire vrai, ce joyau architectural qui va

faire la fierté aussi bien de tous les Nkamois que de toute la région, est déjà sorti de terre jusqu'à la chaîne des fondations. Avant de passer à l'acte officialisant le début de la construction de l'édifice, une dizaine de gardiens de la tradition a donné son onction pour la suite paisible et bénie des travaux. Ils y sont allés en procédant à la libation du cognac aux angles du naissant temple de la culture, qui est formé de 4 compartiments : le musée, la bibliothèque, l'administration et l'auditorium. Après avoir procédé au lancement de la construction du palais des Arts et de la culture à Yaoundé au carrefour Warda, en plus de Yabassi, les 3 autres maisons des arts et de la culture seront construites à

Baham(Ouest), Kumbo (Nord-Ouest) et Mora (Extrême-Nord)

La culture, ciment de l'unité nationale

Le temple des arts et de la culture de Yabassi sera, aux dires du professeur, « un centre d'expression, de diffusion et de valorisation, de rayonnement mais aussi un centre de transmission de nos valeurs patrimoniales et des éléments liés aux valeurs immatérielles de notre pays ». Bien sûr que cet édifice contribuera à l'embellissement de la ville de Yabassi. Dans la foulée, répondant aux préoccupations de l'architecte relativement à la voie d'accès au site, le patron de la Culture au Cameroun, a instruit ses colla-

borateurs pour une prompt solution. Tout en partageant la fierté des Nkamois, Narcisse Mouelle Kombi leur a rappelé que « le Président Paul Biya veut le développement de la culture sur la base des cultures locales. Il veut la concrétisation du rêve des différentes composantes sociologiques de la culture en tant que ciment de l'unité nationale. » Les grands noms de la musique camerounaise, à l'exemple de Manu Dibango, Sergio polo, Longue Longue, Ngueta La Route, la liste est loin d'être exhaustive, donneront à coup sûr plus de dimension à cette maison des œuvres de l'esprit.

Léopold DASSI NDJIDJOU, de retour de Yabassi.

MÉLODIES

La musique comme élément de paix

Le projet baptisé « Debout pour la paix » qui est une compilation de 70 chansons regroupant près de 100 artistes du Cameroun et d'ailleurs a été présenté au public en fin de semaine dernière. Le document audiovisuel promeut la paix en réponse aux troubles sécuritaires qui menacent la stabilité du Cameroun.

Le centre culturel camerounais (Ccc) a abrité l'événement porté par Kingstone Records, un label international de production, supporté localement par le Syndicat National des Acteurs de la Musique Urbaine (Synamurca). En effet, cette action avait pour but de comprendre l'histoire du

Cameroun pour appréhender le présent afin d'éviter des conflits inutiles selon les organisateurs de cette rencontre. A en croire l'orateur principal du jour « il est temps d'œuvrer pour une meilleure approche ; de briser le tabou tribal, régional et linguistique » et de poursuivre qu'il faut impérativement « retrouver un équilibre en tant que nation unifiée, dont les peuples d'une diversité tribale, linguistique, politique, et religieuse, sont solidaires les uns des autres ».

Le grand défi de la nation étant d'évoluer, de périr ou grandir ensemble, ce qui amène Georges W. Bitoka à rappeler aux jeunes l'importance de « marcher avec leurs peurs s'ils veulent parvenir à un pays de paix ; ceci permettra d'affronter tous les obstacles rencontrés sur le chemin et d'aboutir finalement à la paix ». Prenant pour prétexte la situation qui prévaut en ce moment dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, le projet « Debout pour la Paix » invite les jeunes camerounais à se serrer les

coudes, lutter pour maintenir la paix au Cameroun et éviter que cette guerre n'envahisse le pays tout entier car « ceux qui pratiquent ces guerres doivent comprendre qu'ils sont leurs propres adversaires, car en face, ce sont leurs frères, leurs compatriotes qui tombent sous le coup de leurs balles. Nous ne devons pas nous enfuir devant les menaces, l'intimidation, le danger, les violences, et les rumeurs de guerre. Seul l'esprit de partage et de solidarité nous sortira de cette crise qui gronde à nos portes, et qui risque s'aggraver si nous ne faisons rien pour l'arrêter avant qu'il ne soit trop tard » martèle le promoteur du concept. Georges W. Bitoka croit que par la musique l'on peut lancer « un appel à toute la population camerounaise, de lutter pour maintenir la paix, car personne ne sauvera notre pays de la guerre à notre place ».

Raïssa FOTIO (Stagiaire)

DÉBROUILLARDISE

Le business des coiffures en plein air

De plus en plus, de jeunes coiffeuses se tiennent en bordure de route ou dans les différentes entrées du marché, pour proposer leurs services aux usagers.

C'est devenu un phénomène dans nos marchés. Ces jeunes filles qui sillonnent ces espaces commerciaux pour prêter leurs services aux clientes. Le service en question, c'est la coiffure des cheveux. Bérénice est l'une de ces nombreuses coiffures ambulantes. Son terrain de chasse, le marché Mokolo. Tous les jours à 8 heures, elle se pointe au marché à la recherche de ses premières clientes. Ce mercredi matin, vêtue d'un pantalon jean bleu et d'un t-shirt noir, avec sur sa touffe de cheveux, deux peignes à queue accrochés, elle donne de la voix. « Ma chérie on tresse ?, la mère faites-vous belle chez moi », dit-elle pour agiter les femmes « Il est préférable de marcher, que de rester sur place, nous sommes nombreuses à faire des tresses ici. Si tu restes à attendre, tu n'auras



pas de clients », explique-t-elle.

Elles sont nombreuses au marché à effectuer cette activité. Les autres se tiennent devant des boutiques de mèches pour repérer aussi rapidement une cliente venue s'acheter une greffe. « Le plus souvent, nous nous asseyons devant ses parfumeries pour convaincre les clients qui viennent s'offrir les mèches de venir se tresser après », poursuit Bérénice. Après avoir réussi à trouver une cliente, elle la conduit aus-

sitôt dans son salon de fortune, en plein air. On y retrouve toute une ligne de tabourets, où sont installées les clientes, celles-ci sont recouvertes d'un parasol et tiennent sur leurs mains des miroirs, les résidus de mèches et greffes se trouvent répandus sur le sol. Celles-ci effectuent tout genre de coiffures selon la demande des clientes. « Je tresse tout, et je défais aussi les têtes », ajoute-t-elle. Toutes ces coiffures ont des prix divers, « les prix varient,

pour le chignon, il faut payer 500 Fcfa, le posage de la greffe c'est à partir de 1000 Fcfa. Ça dépend du modèle, pour ce qui est du défrisage et pour défaire les tresses c'est à partir de 500 Fcfa », indique-t-elle.

Le secret dans ce genre d'activité selon Bérénice, c'est la célérité dans le travail. Ce qui justifie le fait qu'elle ait de nombreuses clientes en l'espace d'une journée. « Il y a les jours où je reçois 8 à 10 têtes à tresser et mes clientes reviennent toujours et sont satisfaites ». S'agissant des prix, elle ajoute que « pour les coiffures comme les rastas, je prends l'argent à partir de 3000 Fcfa parce que ces tresses prennent assez de temps pour être faites ». Cette activité lui permet d'avoir un peu d'argent pour se nourrir. « Je peux quitter du marché avec 15000 à 20000 Fcfa, il y a des jours où je rentre avec 10000 Fcfa, bref ça dépend souvent », confie-t-elle. C'est aux environs de 17h30 qu'elle retourne dans son domicile car dit-elle, « à une certaine heure à Mokolo ce n'est plus prudent d'y rester de peur de se faire agresser ».

Linda MANGA MINLO'O (stagiaire)

MANUCURE ET PÉDICURE Ces esthéticiens d'un autre genre

Encore appelés coupeurs d'ongles ambulants, ils sont en majorité des nordistes, qui exercent cette activité au Cameroun. Ce qui leur permet de joindre les deux bouts, parfois au détriment de la santé des clients.

Trois paires de ciseaux, de l'eau de javel dans une boîte, de l'alcool pour désinfecter, un morceau de tissu pagne, une bouteille d'eau savonneuse et un chiffon-mousse. Tels sont les instruments de travail d'Ali, coupeur d'ongles ambulant depuis 12 années. Il marche de quartier en quartier dans le but d'avoir le maximum de clients. Son activité demande dans les normes, le maximum de précautions d'hygiène. En l'occurrence une sévère désinfection du matériel après chaque utilisation. Ali, soucieux de la santé de ses clients, prend le soin de les nettoyer après chaque utilisation. « Je nettoie avec de l'alcool mes instruments de travail le matin en sortant de la maison et après avoir servi un client. Ceci, pour ne pas infecter mes clients. Cette activité me permet d'avoir un bon bénéfice qui varie entre 3000 Fcfa et 5000 Fcfa en fin de journée. Ce bénéfice me permet d'envoyer mon enfant à l'école et de prendre soin de ma femme et moi », avoue t-il.

Abdoul, célibataire, parcourt quant à lui des kilomètres à pieds à la recherche des clients. Les quartiers riverains Essos, Anguissa, Kondengui constituent son circuit. Sa cible est particulière, des hommes. Car, pour lui, « les femmes dérangent trop surtout sur l'hygiène des instruments. Alors que les hommes sont relax ». Ses paires de ciseaux sont bien distinctes les unes des autres. Une pour couper, une pour curer et une autre pour poncer. Abdoul ne dispose pas d'eau de javel, ni d'alcool bref, aucun désinfectant excepté son eau savonneuse. Néanmoins, il est au 11^{ème} client « je désinfecte mes instruments de travail avec de l'eau savonneuse. Et je fais l'effort de ne pas blesser mes clients. Pour ma recette, je peux avoir par jour 4500Fcfa, ça dépend des jours. » explique t-il.

De son côté, Adire, se rend au marché Mvog-Ada. Il est 10h. Il a une place qu'il occupe là et ne fait pas le déplacement tous les matins comme les autres. Il a ses clients fidèles qui connaissent tout un chacun son heure d'arrivée et de départ. « Adire est très propre, j'aime me nettoyer les ongles chez lui. En plus il a tout le matériel. Quand tu arrives, il prend soin de le désinfecter d'abord » avoue une cliente qui attend pour se faire nettoyer les ongles. Parlant de sa recette, « par jour je gagne 5000Fcfa. J'ai deux enfants. Un qui va à l'école et l'autre est encore bébé. Ce n'est pas très évident mais je réussis à vivre comme ça et à m'occuper de ma femme », confie t-il. Il a un seul rêve. « Celui d'ouvrir un grand salon de beauté plus tard ».

Rolly TADIE (stagiaire)

ENCADREMENT TECHNIQUE DES SÉLECTIONS NATIONALES

Comment Bidoung Mkpatt bloque les propositions de Happi

Plus de deux semaines après avoir reçu du Comité de normalisation de la Fédération camerounaise de football la liste des personnes présentes pour faire partie des équipes d'encadrement des sélections nationales masculines inférieures et des sélections nationales féminines, le ministre des Sports et de l'éducation physique garde un mutisme déconcertant.

Climat glacial entre le Minsep et la Fécafoot. Ce cliché, loin d'être une caricature, illustre à suffire la nature des rapports qui existent entre le patron des Sports et le président du Comité de normalisation depuis plus de six mois. Bidoung Mkpatt et Me Happi ne s'accordent que très difficilement. Tout ou presque les oppose. Le dernier cas d'école n'est autre que cette correspondance du 10 septembre 2018, portant en objet : « *Membres des équipes d'encadrement technique des sélections nationales masculines inférieures et des sélections féminines* ». Le courrier porté à l'adresse du ministre des Sports et de l'éducation physique pour appréciation et validation par le brillant avocat de Garoua, est en effet, la liste des personnes présentes par le Comité de normalisation « *pour faire partie des équipes d'encadrement des sélections nationales masculines inférieures et des sélections nationales féminines, conformément aux dispositions de l'article 9 de la convention relative à la gestion des sélections nationales de football signée entre le ministère des Sports et de l'éducation physique et la Fécafoot le 05 février 2015* ».



Recommandations

D'emblée, l'homme de Droit prend la peine de rappeler à son destinataire que « *les critères de désignation retenus par le Comité de normalisation ont été fonction des postes concernés* ». S'agissant des entraîneurs-sélectionneurs, des entraîneurs adjoints et des Team managers, les membres de l'organe transitoire installé à Tsinga depuis le 08 septembre 2017 estiment qu'il était important que ces postes soient occupés par d'anciens Lions indomptables justifiant de l'obtention des diplômes nécessaires. Régulièrement pointé du doigt sur la gestion inconvenante de ces footballeurs qui ont fait flotter le drapeau du Cameroun par le passé, l'actuel patron de la Fécafoot a cru bon qu'on pourrait leur offrir une reconversion des plus honorables en les portant à la tête des sélections inférieures. Chose faite et soumise à l'attention de l'ancien ministre de la Jeunesse et de l'éducation physique. En ce qui concerne les autres postes d'encadrement, détaille Happi, « *le Comité de*

normalisation s'est appuyé sur les recommandations faites par les entraîneurs-sélectionneurs présents pour diriger les différentes sélections ».

Désaccord

Quant au cas particulier du poste de Team press Officer, souligne-t-il, « *le Comité de normalisation souhaite, compte tenu du volume de travail relativement réduit que génèrent ces sélections en termes de relations publiques, que le département de la communication de la Fécafoot se charge d'assurer et d'organiser cette fonction au sein des différentes équipes nationales* ». Seize jours après avoir transmis la correspondance dense de trois pages au Minsep comme le veulent les usages, l'équipe que conduit Dieudonné Happi est sans nouvelles. Silence total. Pourtant, l'expéditeur avait pris la peine de souligner que compte tenu des échéances imminentes de plusieurs de ces sélections, le Comité de normalisation souhaitait procéder à la publication de cette liste le jeudi 13 septembre 2018. Que nenni.

Qu'est devenu le courrier ? Qu'en a fait Bidoung Mkpatt dont on attend l'aval pour rendre publique la décision ? Au Minsep, pendant que d'aucuns pour dédouaner leur hiérarchie, soutiennent que cette dernière a toute la latitude d'apprécier en temps voulu les propositions faites par le locataire de Tsinga, d'autres encore parlent d'un nouveau désaccord entre les deux hommes. Une source très proche du cabinet du ministre justifie ce retard et ce silence par le fait que « *le Minsep aurait refusé de valider les propositions de la Fécafoot au motif que les anciens Lions proposés sur cette liste ne sont pas ceux qu'ils avaient choisi lors de la fameuse réunion du 14 août dernier* ».

Djonkep, Libih, Kala, Mettomo, Feutchine...

A cette occasion justement, Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt avait battu le rappel des troupes en réunissant autour d'une même table, ces grands noms qui révoquent d'immenses exploits et challenges relevés avec brio. De la cuvée des années 1980 et 1990, étaient présents : Roger Milla, Eugène Ekéké, Emmanuel Kundé, François Omam Biyik et Jules Denis Onana. Parmi la plus récente, celle des années 2000, Geremi Sorel Njitap, Rigobert Song, Patrick Mboma, Pierre Wome, Bill Tchato et Timothée Atouba. Figurent sur la fameuse lettre dont le Messenger a obtenu copie les noms des anciennes idoles telles que : Raymond Kala Nkongo (Team manager U-23) ; Rigobert Song (sélectionneur U-23) ; Guy Feutchine (entraîneur adjoint) ; Timothée Atouba (team manager U-20) ; Thomas Libih, Bonaventure Djonkep ; Jules Onana Denis...Affaire à suivre !

Christian TCHAPMI

GRAND PRIX INTERNATIONAL CHANTAL BIYA

Le slovaque Taragel Filip, vainqueur de la première étape

Le coup d'envoi de la 18^e édition du Tour Cycliste international Chantal Biya a été donné ce mercredi à Douala par un criterium de 92 Km.

Effacé pendant les hostilités, le slovaque taragel filip qui est à sa première participation, a surpris le public de la capitale économique en remportant la première étape de la 18^e édition du Grand prix cycliste international Chantal Biya, courue à Douala ce mercredi 26 septembre 2018. Dominé de bout en bout par l'Ivoirien Sanogo Abou et le Burkinabé Nikiema, c'est le coureur slovaque de Dukla Banska Bystrica, qui s'est finalement imposé au sprint final en 1h 56 min 07 sec. « *Nous avons essayé de contrôler la course avec toute l'équipe malgré le fait que les autres équipes ne lâchaient pas prise. Comme mes coéquipiers savent que je suis meilleur au sprint, ils ont essayé à la fin de me ramener au-devant de la course et j'ai donc saisi le bon moment pour lancer*



le sprint final qui a permis de traverser la ligne en premier. Nous savons que ce ne sera pas facile pour la suite au regard du temps, car nous avons pratiquement le même chrono, mais nous allons continuer de déployer nos stratégies en fonction des étapes et voir si on peut maintenir le cap jusqu'à l'étape finale », déclare le premier vainqueur du tour.

Echappée

Le podium est complété respectivement par le Belge, Buyle

Pieter et le Burkinabé, Nikiema Aziz. Bien qu'ayant le même chrono, le premier camerounais à franchir la ligne d'arrivée de ce criterium de 92 Km, est Kamzong Abessolo de SNH vélo club, vainqueur de la dernière édition. Il pointe à la 7^e position au classement général. « *Nous ne sommes pas inquiets parce qu'il y a des coureurs qu'on était en train de reprendre dans le circuit. Nous avons cru qu'ils étaient à l'échappée, et j'étais inquiet. Nous sommes encore à l'étape*

zéro, c'est le même temps, la course commencera à la deuxième étape avec la longue distance de Yaoundé-Nanga-Eboko, qui se court sur un relief et qui aura ses réalités. Nos grands leaders sont là, ils n'ont pas encore bougé, pour le moment nous sommes tous groupés », soutient l'entraîneur national, Dieudonné Ntep. Selon ce dernier, le Cameroun qui a présenté trois équipes a encore toutes les chances de conserver son titre. « *Pour le moment la course se joue, il n'a pas à s'inquiéter. Les Lions ont encore toute leurs chances* », relève-t-il.

C'est en maillot jaune que Taragel Filip, prendra le départ de la deuxième étape qui se courra ce jeudi entre Yaoundé et Nanga-Eboko, longue de 152 km. Cette 18^e édition du tour international Chantal Biya se disputera en 5 étapes pour un total de 699 kilomètres. 10 équipes participent à cette compétition qui s'achèvera le 30 septembre prochain à Yaoundé avec un total de 53 athlètes.

Marie Louise MAMGUE

MONDIAL FÉMININ DE BASKET-BALL Qualification historique du Nigeria pour les quarts de finale

Les Nigérianes ont battu ce mercredi les Grecques au barrage de la 18^e édition du Mondial féminin de basket-ball qui se déroule en Espagne (57-56).

C'est une grande première pour un pays africain à une phase finale de la Coupe du Monde féminine de Basket-ball Fiba. L'une des deux équipes africaines en lice, le Nigeria, s'est qualifiée ce mercredi 26 septembre 2018, pour les quarts de finale de la 18^e édition de cette compétition qui se déroule en Espagne depuis le 22 et ce jusqu'au 30 septembre 2018. L'équipe Nigériane de basket-ball s'est imposée sur le fil contre la Grèce (57-56) au match de barrage.

Classée deuxième avec 5 points derrière l'Australie dans le groupe B au terme de la phase de poule, l'entraîneur Otis Hughley et ses filles devaient remporter cette ultime épreuve pour espérer une place aux quarts de finale. Et c'est avec succès que Sarah Ogoke et ses bruyantes coéquipières ont dominé les grecques. Après un premier quart-temps soldé sur un score de parité (15-15), les joueuses nigérianes ont livré une bataille de haute intensité dans les deux prochaines étapes (16-11 ; 17-11) qui leur a permis de prendre une légère avance au terme du duel malgré la domination grecque (9-19) dans le dernier quart-temps.

C'est la troisième victoire des basketteuses nigérianes à ce mondial. Battu par l'Australie à l'entame (86-68), le Nigeria a dominé la Turquie (74-68) et l'Argentine (70-75) au premier tour, avant d'éliminer la Grèce au barrage. Les Super Eagles, version féminine affronteront les Etats-Unis, leaders du groupe D, le 28 septembre prochain. L'autre pays africain, le Sénégal négociera son passage à cette étape face au pays hôte du tournoi, l'Espagne. Le vainqueur de ce duel affrontera le Canada.

Marie Louise MAMGUE